

T2137-550-8,00 F

ISSN 0026-9433

monde



abdo
DOSSIER
Contre Le Racisme 4

la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°550 JEUDI 22 NOVEMBRE 1984 8,00 F

voilà l'chômage: l'insecurité



Agence Nationale Pour l'Emploi

Editorial

LA France a peur, nous aussi ! Nous avons peur de la « France-qui-a-peur ». De cette France qui réclame des têtes coupées, des milices dans les rues, des policiers devant chaque porte... De cette France qui glisse lentement mais sûrement dans le nationalisme le plus immonde. La France a peur de quoi, au fait ? De la violence !

Ces derniers temps, majorité et opposition se jettent leurs morts à travers la gueule... La gauche accuse la droite d'être responsable des crimes racistes et des attentats contre des militants syndicaux, la droite répond en accusant la gauche de laxisme face aux meurtres de personnes âgées et aux agressions dans le métro. François Mitterrand, en bon politicien, va s'incliner devant les dépouilles d'un travailleur assassiné par un vigile et d'une vieille dame odieusement massacrée, faisant un scandaleux amalgame entre deux faits n'ayant absolument aucun point commun, si ce n'est la mort des intéressés.

Pour nous, anarchistes, la violence et l'insécurité sont à combattre. Mais encore faut-il s'entendre sur les termes ! Pour nous, la violence c'est avant tout le pouvoir du patronat de licencier des milliers de prolétaires, le pouvoir de la police de tirer sur les jeunes immigrés, le pouvoir de l'Etat de fichier, contrôler, traquer, enfermer, écraser tous ceux qui se révoltent contre l'ordre établi. Pour nous, l'insécurité c'est le sentiment que ressentent ceux qui sont sans travail, ceux qui attendent, impuissants, que les huissiers saisissent le peu qu'ils possèdent ; ceux qui, sans la sacro-sainte carte de séjour, n'osent plus prendre le métro ; ceux qui, grévistes, guettent la venue des C.R.S. dans leur usine occupée ; ceux qui, au bout du rouleau, ne voient plus d'issue dans les partis « ouvriers » et les syndicats « courroie-de-transmission »... Cette France-là aussi a peur ! A nous de lui proposer les moyens de vaincre cette peur-là. A nous d'armer les consciences pour planter-là les charlatans politiques et construire une société neuve, égalitaire et fraternelle !

F.P 2520

liste des groupes f.a.

• PROVINCE :

• GROUPES :

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Calvados : Caen — Charentes-Maritimes : Marennes, Rochefort — Côtes-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (2 groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dôle — Loire : Saint-Etienne — Haute-Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Flers, La-Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Rhône : Lyon — Haute-Saône : Gray — Sarthe : Le Mans (2 groupes) — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen, Dieppe — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS :

Alpes-Maritimes : Cannes-la-Bocca — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique — Charentes : Angoulême — Charentes-Maritimes : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio — Cotes-du-Nord : Lamballe — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Evreux, Routot — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Quimper — Hérault : Le Caylar, Lodève, Montpellier — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-léz-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Lot : liaison du Lot — Maine-et-Loire : Saumur — Mayenne : Laval — Meurthe-et-Moselle : Nancy — Nord : Valenciennes — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Savoie : Chambéry — Tarn : Albi — Var : Hyères — Vienne : Châtelleraut, Poitiers — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

• RÉGION PARISIENNE :

• GROUPES :

Paris : seize groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^e, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommier, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse, Rambouillet — Hauts-de-Seine : La Défense, Courbevoie, Nanterre, Puteaux, Villeeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Fresnes, Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny, Pantin, Aubervilliers, Drancy, Epinay-sur-Seine, Montreuil, Rosny-sous-Bois, Sevran, Bondy — Val-de-Marne : Villejuif, Vitry — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes, Cergy-Pontoise.

débats

• ROUEN

Le groupe de Rouen organise le samedi 24 novembre, salle de la Halle-aux-Toiles, à 14 h, une réunion-débat sur le thème : « Non aux lois scélérates, la riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

• CHELLES

Le groupe Sacco et Vanzetti organise le samedi 24 novembre, à 20 h 30, un débat avec Michel Auvray à propos de son livre : « Objecteurs, insoumis, déserteurs ». L'auteur, objecteur, puis insoumis au service civil voilà plus de 10 ans, fut, en 1974, l'un des fondateurs du journal « Objection ». Le débat aura lieu au local du groupe : 1 bis, rue Emile, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.).

• PARIS

Des groupes de Paris et de la région parisienne organisent jeudi 29 novembre, à 20 h 30, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris 11^e, une réunion-débat sur le thème : « Non aux lois scélérates, la riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amélot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous plus fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre Règlement

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amélot, 75011 Paris (m^o République)
tél. : 805.34.08

communiqués

• VILLEJUIF-VITRY

Le groupe de Villejuif-Vitry assure une permanence de 15 h à 17 h, tous les 1^{er} et 3^e dimanches de chaque mois, salle Gérard-Philippe, au 2, rue Louise-Aglæ-Cretté, à Vitry.

D'autre part, deux ventes du *Monde libertaire* sont assurées : à Vitry, au marché de la place de l'Eglise, de 10 h 30 à 12 h, tous les samedis matin ; et à Villejuif, au marché Romain-Rolland, de 10 h 30 à 12 h, tous les samedis matin.

• NIMES

Afin d'accroître son impact local et de permettre aux libertaires gardois de se rencontrer et d'agir avec plus d'efficacité, le groupe libertaire du Gard a loué un local dans le centre ville de Nîmes, qui ouvrira ses portes quand les réparations seront terminées. Nous invitons tous les sympathisants libertaires à nous aider financièrement et physiquement que ce soit pour les réparations ou pour des initiatives lorsque le local sera ouvert. Ecrire au Relations intérieures qui transmettront.

• SEINE-SAINT-DENIS

La banlieue rouge se noircirait-elle ? Oui, assurément ! Un nouveau groupe s'est constitué dans le 93... prénom : Augusto, nom : Masetti, domicile : Bobigny/Pantin/Aubervilliers. Avis à tous ! En noircissant nos rangs, vous noircirez encore plus la banlieue. A bientôt !

• CORBEIL

Un groupe anarchiste est en formation sur Corbeil, pour tout contact écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• VENDÉE

Une liaison vient de se constituer en Vendée. Les anarchistes vendéens entendent bien dynamiser le mouvement libertaire dans le département et en faire, à terme, une force politique avec laquelle il faudra compter. Plus une minute à perdre donc pour tous les Vendéens recalés du socialisme, décentrés du parlementarisme, déçus du capitalisme, décalés du réformisme... branchez-vous « anarcos », en écrivant « rapidos » à : C.L.Y., c/o C.O.R., bât. A, esc. D, Cité des Forges, 85000 La Roche-sur-Yon.

• ALLIER

Le 24 novembre, au château de Panloup, à Yzeure, de 9 h à 18 h, une vente de plusieurs centaines de livres (de 1870 à 1940) sera organisée. Tous les genres seront représentés : essais, premières éditions, bandes dessinées, romans populaires, journaux, brochures, sexualité, dessins humoristiques, etc. Le responsable de tout cela : l'Association pour une culture libertaire (présence de la librairie du groupe F.A. de Moulins).

• POITIERS

La liaison de Poitiers participe à l'émission « Cactus » sur R.P.O.-Forum, 90 MHz, tous les mercredis, de 13 h à 14 h. Lors des prochaines émissions, il sera question des mesures racistes prises par le gouvernement et de la « Convergence 84 pour l'égalité ». D'autre part, nous tenons une table de presse tous les dimanches sur le marché de la Z.U.P. des Couronneries, de 11 h à 12 h.

• LILLE

« La voix sans maître », sur Radio-Campus (99,6 MHz), tous les vendredis, de 21 h à 22 h 30, avec la participation du groupe F.A. de Lille.

• LILLE

La Fédération anarchiste sera présente à la foire des associations, le samedi 24 novembre, de 10 h à 18 h, à la Halle Canteleu, rue du 8-mai-45 (Villeneuve-d'Ascq). Livres, journaux et projection du film-vidéo « Maurice Joyeux, portrait d'un anarchiste ».

• BORDEAUX

Le groupe Durruti tient un point de vente du *Monde libertaire* chaque vendredi, à partir de 17 h, gare Saint-Jean.

• ANGOULÊME

Le groupe d'Angoulême tient une permanence et une table de presse tous les mercredis, de 18 h à 20 h, au café de la Plage, 10, rue Saint-Ausone, Angoulême.

débats

• ARGENTEUIL

Le groupe Kropotkine organise une réunion-débat sur le thème : « Non aux lois scélérates, la riposte aux mesures racistes gouvernementales », à la salle municipale, 40, rue de la Justice, Argenteuil, à 20 h, le samedi 1^{er} décembre.

• LAVAL

Dans le cadre de l'initiative du collectif « Convergence 84 », la liaison de Laval organise un colloque-débat le vendredi 23 novembre, à 21 h, au centre socio-culturel (quartier Saint-Nicolas), 104, boulevard Brune (1^{er} étage), sur le thème « Non aux lois scélérates : la riposte aux mesures racistes gouvernementales ». Une table de presse sera prévue.

• NANCY

La liaison de Nancy organise le vendredi 7 décembre à la M.J.C. Saint-Evre-Lillebonne, à partir de 20 h 30, une réunion-débat sur le thème : « Non aux lois scélérates : la riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

• CHERBOURG

Le groupe de Cherbourg organise le vendredi 23 novembre, à 20 h 30, au centre culturel de Cherbourg, salle Paul-Eluard, une réunion-débat : « Non aux lois scélérates : la riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

• LE MANS

Le groupe M.L.-Berneri du Mans organise le vendredi 30 novembre, à 20 h 30, à la maison de quartier de Maillette, une réunion publique sur le thème : « Non aux lois scélérates : la riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

• BREST

Le groupe de Brest organise une réunion-débat, le vendredi 7 décembre, à 20 h 30, au Centre social de Bellevue (« Cinéma Xenon »), « Non aux lois scélérates : la riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

• LA ROCHE SUR YON

Première action publique de la liaison Vendée, organisée conjointement avec le Collectif libertaire yonnais et le groupe Michel-Bakounine, une réunion-débat sur le thème : « Non aux lois scélérates : la riposte aux mesures racistes gouvernementales », lundi 26 novembre, à 21 h, cité des Forges (bât. A, esc. D, 10^e étage). Les mêmes seront présents sur Radio-Pictons le 26 novembre, à 18 h.

• TOULON

Le groupe « région toulonnaise » organise le vendredi 7 décembre, à 20 h 30, à la salle Mozart, à Toulon, une réunion-débat sur « Histoire des objecteurs, insoumis et déserteurs » avec la participation de Michel Auvray (qui dédicacera son livre à cette occasion).

• GIF-SUR-YVETTE

La pensée libertaire, avec l'aide du groupe Emile-Pouget (vallée de chevreuse), organise le dimanche 2 décembre, à Gif-sur-Yvette, salle de la terrasse (face à la poste) un festival du film libertaire. 14 h 30, *Kashima paradise*, réal. Y. le Masson, B. Deswarte ; 17 h 30, *Ecoutez May Picqueray*, de Bernard Baissat ; 20 h 30, *L'An 01*, réal. J. Doillon et Alain Resnais, scénario : Gébé. Les films seront suivis d'un débat (entrée libre).

• CHELLES

Le groupe Sacco et Vanzetti organise le vendredi 23 novembre, à 21 h, à son local : 1 bis, avenue Emile, 77500 Chelles, une réunion-débat sur le thème : « Non aux lois scélérates : la riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

• PARIS

Le groupe Louise-Michel organise une série de débats sur le thème : « L'anarchie dans la société moderne ». Prochains rendez-vous : le vendredi 23 novembre, « Les restructurations industrielles (automobile, sidérurgie, etc.) » ; et le vendredi 30 novembre : « Les travailleurs immigrés », avec des militants de la Fédération anarchiste communiste algérienne ; au 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e, à 20 h.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

MANIF PRIVÉE... CHIENS MÉCHANTS !

LA Fédération anarchiste interdite de manifestation par les stalinien ! On peut résumer ainsi ce qui s'est passé lors du rassemblement, appelé par le P.C.F. et la C.G.T., après l'assassinat de Kémal Ozgun par un vigile. Les anarchistes, qui avaient rejoint le cortège aux cris de « Français-Immigrés, mêmes patrons, même combat ! » et « Halte aux crimes racistes ! », ont été violemment chargés par le service d'ordre (dont certains membres étaient visiblement « bourrés », bouteilles de bière à la main). Ce qui a déclenché l'intervention musclée des gros bras

du S.O., ce n'est pas tant que les libertaires lancent des slogans mais bien que ces slogans soient repris par beaucoup de manifestants. Plusieurs camarades ont été tabassés et la Fédération anarchiste a dû sortir du cortège pour éviter le désastre.

Parmi ceux qui défilaient sous nos drapeaux noirs, nombreux étaient militants de la C.G.T. Il est vrai que ceux-là ont une autre conception du syndicalisme que celle exprimée à coups de poings par les stalinien...

Soucieux de redorer une image de marque considérablement ternie, la P.C.F. s'approprie

des actions comme celle de ce soir-là, tout en appelant les travailleurs à la « résistance populaire contre les tenants de l'austérité » ! Résistance populaire, d'accord... Mais également contre la violence stalinienne ! Tous ceux qui, sans être libertaires, se sont solidarisés avec nous dans cette triste affaire sont dans la bonne voie !

G.D.

COMMUNIQUÉ

« **U**NITÉ contre les violences patronales », mot d'ordre que les militants de la Fédération anarchiste auraient pu reprendre en chœur, si le service d'ordre de la C.G.T. ne les avait pas expulsés avec violence. Que ces camarades cégétistes ne s'y trompent pas, l'unité de la classe ouvrière se fera avec les anarchistes, militants de toujours du mouvement ouvrier.

Fédération anarchiste

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Meurtre d'un militant syndicaliste, Manif C.G.T., Communiqué F.A. — PAGE 4 : En Bref, Flexibilité de l'emploi, Merci patron — PAGE 5 : Assassinats dans le 18^e, Mythe du gangster — PAGE 6 : Discrimination raciale — PAGE 7 : Le mouvement mutualiste — PAGE 8 : Chili, Reaganomanie — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : « Le Monde libertaire » à 30 ans — PAGE 11 : Radio-Libertaire, Note de lecture, Disponibles à la librairie, Rencontre — PAGE 12 : Europe verte, La faim dans le monde.

ATTENTION... LE PATRONAT A PLUSIEURS ARMES DANS SON SAC

Rahmi, Müseyin blessés ; Aslan, une balle dans la carotide ; Kemal mort...
En France aussi, on tire sur des ouvriers.

« **P**OURTANT dans cette petite entreprise du bâtiment (maison en bois), nous, Pirault père et fils, on aime bien les travailleurs immigrés, les Turcs surtout. Chômeurs, on ne va pas les laisser errer dans nos rues, au risque de se faire agresser ; mieux vaut les tenir au chaud dans l'usine. Bien sûr,

on les paiera à l'occasion. Même s'ils ont travaillé gratuitement 5 mois, sûr que s'ils savaient parler français, ils diraient merci.

Mais c'est pas possible ! Ils osent revendiquer, faire grève. Tiens, avec le bulldozer, je leur fonce dessus ; quelques menaces de mort en plus, vont les dissuader. Incroyable... Ils conti-

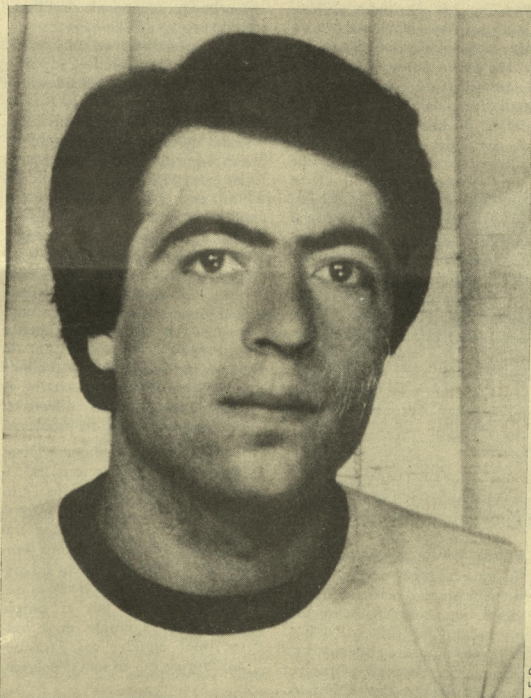
nent leur action. On va leur envoyer vingt lettres de licenciement pour commencer.

Samedi, 18 h 30, les voilà qui arrivent vers l'usine, une quarantaine. Il faut leur donner une bonne leçon. Un fusil, c'est si utile... Surtout quand on est du bon côté !

Un ouvrier est mort... C'est pas grave, nous on a la belle vie, on est bien ici, Le Pen a fait 25% à « La Falaise ». On a plein de copains chez les fils de P.M.E. et gros commerçants du coin. Quelques bagarres dans les bals, une ratonade par ci, par là, ça fait de l'exercice. Et puis, on risque rien, on est armé. Ces fusils, ça nous sert aussi à effrayer les colleurs d'affiches quand ils rodent trop près de chez nous. On tire en l'air, mais ils ont intérêt à déguerpir.

De toute façon, on ne risque pas grand chose avec les autorités ; la police est bien trop occupée par les descentes dans les foyers de travailleurs immigrés et les maires par les recensements de leurs familles dans les grands ensembles de la région.

Quand on repense à ces Turcs pourtant garantis bon teint. Recrutés il y a quelques années par Simca au fin fond de leurs campagnes, encadrés par quelques-uns d'entre eux, qui déjà en 1968 leur hurlèrent par haut-parleurs, à l'entrée de l'usine, de ne pas se mêler des problèmes français, de continuer à travailler. Talbot les licencie, nous on les réembauche, les loge dans nos pavillons en construction, leur confie des engins qu'ils ne savent même pas conduire, et ils veulent s'attaquer à nos profits ! Si c'est comme ça, ils n'ont qu'à retourner au pays !... »



Kemal Ozgun, assassiné par les nerfs du patronat.

A.F.P.

« Divergence 84 »

Maintenant la C.G.T., et le P.C., ont pris les affaires en main, beaucoup plus après l'assassinat qu'avant cependant. Pas question de ne pas apparaître au premier rang à l'écran et dans les gazettes. On tolère bien quelques C.F.D.Tistes, en rupture de ban avec Edmond, mais on éjecte manu militari des militants anarchistes, dont le slogan « Le patronat assassine, le gouvernement licencie ! A bas la répression ! » pourrait troubler la calme émotion de travailleurs bercés par le martial « Union, action, avec la C.G.T. ».

Et puis, cette manifestation de mardi tombait mal. Tous les grands chefs syndicaux devaient causer ferme avec le patronat responsable — et pas violent pour deux ronds celui-là, bien sûr — de choses bien plus sérieuses : E.N.C.A., flexibilité de l'emploi. Tant pis, on reprendra langue plus tard. Jeannot Kaspar, n°2 C.F.D.T., en était tout ennuyé.

Ça n'empêchait pas la confédération de s'indigner et de demander (dans l'ordre) : à la justice de « procéder à une enquête approfondie... » ; au C.N.P.F. de « condamner clairement le recours à de telles méthodes » ; et enfin aux salariés de « manifester leur émotion devant la mort de Ozgun Kemal et leur refus de toute violence dans les rapports sociaux en observant un temps de silence sur les lieux de travail, le mardi 13 novembre en fin de matinée ». Mais « refusant le concept de responsabilité collective du patronat dans l'assassinat de Ozgun Kemal, la C.F.D.T. ne participera pas aux manifest-

tations organisées par la C.G.T. devant le siège des chambres patronales ».

Pourtant près de 2 000 militants C.F.D.T. seront présents le mardi soir. Dès le lundi, l'U.L. de Mantes, l'U.L. des Mureaux (villes voisines du lieu de l'assassinat) et l'U.D. des Yvelines avaient fait connaître une position nettement plus offensive. « Il aura fallu le crime contre Ozgun pour mettre au grand jour ce que notre syndicat dénonce depuis longtemps : dans le bâtiment particulièrement, de plus en plus de patrons utilisant la violence contre les travailleurs en lutte.

« Les syndicalistes s'inquiètent depuis de nombreux mois du climat d'intolérance et de violence qui règne dans certaines entreprises de notre pays. Ce crime accuse directement une partie du patronat favorable aux idées de l'extrême droite : tout le monde sait dans la région que Pirault est sympathisant de l'extrême droite et que l'un de ses fils est élu de la droite.

« Dans cette affaire, la C.F.D.T. ne peut pas oublier les responsabilités du sous-commissaire de la République (sous-préfet) qui connaissait la situation chez Pirault. Pour notre syndicat, si l'heure est à l'émotion, elle est aussi à la mobilisation pour empêcher que de tels événements ne se reproduisent.

« Nous ne nous contenterons pas de pleurer sur les victimes, nous nous défendrons ! »

Prenons nous-mêmes en main la campagne contre cette insécurité-là !

Serge

LE RACISME TUE ENCORE

LA haine raciste a encore tué. Deux ouvriers turcs qui buvaient tranquillement leur thé sont tombés sous les balles d'un jeune homme insignifiant, Frédéric Boulay, qui n'aimait pas les étrangers. Ce chômeur de 22 ans a déchargé par deux fois son fusil à pompe à travers la vitre de ce café de Chateaubriant où se réunissent les travailleurs turcs après le boulot.

Qu'on ne s'y trompe pas ! le geste du tueur est le résultat implacablement logique des campagnes xénophobes de l'extrême droite, relayées dernièrement par Chirac avec virulence et étayées largement par le gouvernement socialiste avec les mesures anti-immigrés, prises récemment. Les politicards peuvent bien venir, la cravate en berne et la larme de crocodile à l'œil, déverser des torrents de déclarations « émues », « scandalisées », « horrifiées », ils portent tous la responsabilité des crimes racistes qui vont se banaliser de plus en plus. Celui qui s'enfonce le mieux est évidemment Le Pen, comme d'habitude...

Interrogé par *Libération*, le pape du Front national se met à bramer « qu'il n'est pour rien dans la mort d'un Turc tué par un Sénégalais ou un Camerounais, il ne sait plus bien », confondant l'affaire de Chateaubriant avec celle d'Epône. Le même Le Pen déclarait pourtant au journal turc, *Günes*, que les « Français étaient prêts à prendre les armes » contre les immigrés... Ce qu'a fait Frédéric Boulay !

En 1983, des jeunes immigrés partaient pour une marche contre le racisme et pour l'égalité. Peu de temps avant, une série de meurtres avait fait la une des journaux... Ils n'étaient pas arrivés à Paris qu'Habib Ghemzi, un jeune Algérien, se faisait assassiner dans un train par trois légionnaires. Aujourd'hui, les mobylettes de « Convergence 84 » roulent vers la capitale... Combien de morts y aura-t-il encore avant le 1^{er} décembre ?

Gil
Gr. Libertad

en bref...en bref..

• Le n°48 de *Liberecana Ligilo* (organe de presse des membres de la fraction libertaire de S.A.T.) vient de paraître.

Au sommaire : Le congrès national de Bordeaux, Les rencontres de Venise, Le S.M.O.T., Lutte de classes en Israël, Prise de position des éditeurs de *Problemen*, etc.
En vente à la librairie du Monde libertaire, 3 F.

• Le samedi 8 décembre, à 17 h., Michel Auvray présentera son livre : *Objecteurs, insoumis, déserteurs*, dans le local du C.I.R.A. Marseille, 5, rue des Convalescents, 13001 Marseille (2^e étage).

• Le groupe 155 d'Amnesty International organise une soirée « chansons » avec Morice Bénin, le samedi 1^{er} décembre à 20 h 45, à la M.J.L., 21, rue Louis-Goergeen, 94 Cachan.
Prix des places : 35 F, 50 et 70 F.

• Les Amis de Han Ryner nous communiquent : la tenue de leur assemblée générale, le dimanche 25 novembre, à 15 h, au 12, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris : la présence de Michel Auvray, qui parlera de son livre, dès 16 h. Les sympathisants sont cordialement invités.

• L'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés (A.S.T.I.) organise le 24 novembre, à 14 h, une fête pour les enfants de toutes les couleurs, fête qui sera suivie d'un débat à propos du regroupement familial et du soutien à « Convergence 84 ». Vous serez les bienvenus avec vos enfants au 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris (métro : Plaisance ou Pasteur).

• La C.N.S.T.P. (travailleurs paysans) s'élève avec force contre l'agression meurtrière perpétuée par des patrons envers une délégation syndicale à Epomes. Grâce au vent de libéralisme qui souffle actuellement, il est désormais possible qu'un ouvrier soit assassiné parce qu'il réclame le paiement de son travail.

MERCİ PATRON...

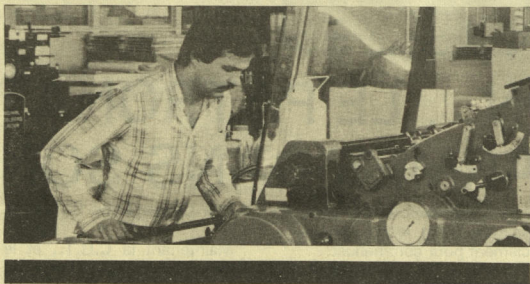
ENTREPRISE décentralisée, spécialisée dans le livre de poche, filiale du groupe Hachette, Brodard et Taupin-La Flèche se veut dans le vent, à la pointe des techniques d'avenir. On y annonce même une informatisation et une automatisation à outrance dans les deux ou trois ans à venir. Mais depuis trois ans, on y a licencié une soixantaine de personnes ! Que réserver demain pour les salariés de cette boîte ?

En fait, la réponse est pire. Chaque jour, la réalité dépasse la fiction. Il existe désormais deux catégories de personnel dans cette usine : ceux qui s'écrasent, disent oui au patron, les « lèche-cul » ; et puis les autres, qui refusent de se taire, de s'humilier, qui ont gardé leur fierté d'hommes et de femmes. Ils sont membres ou sympathisants du syndicat du Livre F.F.T.L.-C.G.T. de La Flèche... En décembre dernier, parce que le P.D.G., Taupin,

avait osé signer avec le nouveau syndicat F.O. un accord salarial, refusé par la majorité du personnel, ces syndiqués et sympathisants ont eu le courage de « foutre » Taupin et consorts à la porte de l'usine.

Aujourd'hui, une liste rouge existe dans cette usine ; y figurent toutes celles et tous ceux qui ont refusé, en décembre 1983, de brader leur dignité en acceptant de faire confiance au patron, en considérant que le droit au juste salaire est le premier critère de la liberté du travail. Et ils peuvent bien demander une augmentation ou une nouvelle affectation, le directeur leur répond clairement que ce n'est pas la peine d'y compter, qu'ils n'avaient qu'à réfléchir avant d'occuper l'usine. Il leur conseille d'aller chercher ailleurs s'ils ne sont pas contents de leur situation... Il paraît que la discrimination syndicale est illégale en France !

J.-L. Destable

FLEXIBILITÉ DE L'EMPLOI
LES PROJETS DU PATRONAT

LA flexibilité de l'emploi est devenu le cheval de bataille commun du C.N.P.F. et du gouvernement Fabius. La première période du gouvernement de la gauche avait tenté de s'attaquer, timidement il est vrai, au chômage par les moyens que la gauche préconisait quand elle était dans l'opposition : création

d'emploi dans la fonction publique, réduction du temps de travail à 39 heures, mesures pour limiter le recours à l'intérim.

Mais l'état de grâce est passé. Toutes les bonnes résolutions sont passées aux oubliettes et les économistes du P.S. rivalisent avec ceux du C.N.P.F. pour nous expliquer que c'étaient de bien mauvaises solutions et qu'il

faut désormais adapter les conditions de l'emploi pour lutter efficacement contre le chômage.

Les E.N.C.A.

Quand on parle de flexibilité, on oublie trop facilement que cette notion regroupe une multitude de solutions possibles : modifications d'horaires pour augmenter la rentabilité des machines, temps partiel, horaires mobiles, diminution de la protection de l'emploi. Si certains de ces projets peuvent donner lieu à discussion avec les organisations syndicales et pourraient même déboucher sur des modifications qui ne se soldent pas par une aggravation des conditions de travail, tel n'est pas bien sûr l'objectif du patronat.

Son objectif premier, c'est la diminution, voire la disparition de toutes les contraintes qui selon lui dissuadent les petits patrons d'embaucher. Le C.N.P.F. a donc inventé ces fameux Emplois nouveaux à contraintes allégées (E.N.C.A.) qui devraient selon lui permettre la création de quelques 470 000 emplois. L'allègement des ces « contraintes » allait de la simple déduction fiscale (allègement des charges sociales) à la possibilité de licencier pour raisons économiques sans avoir besoin d'obtenir l'accord de l'inspection du travail, en passant par la dispa-

rition des seuils qui régissent le droit syndical et qui entraînent des frais paraît-il dissuasifs. Comment ne pas voir qu'en l'occurrence le patronat souhaite tout simplement éviter la présence de délégués syndicaux ?

Un indice parmi d'autres. Au cours de la négociation patronat-syndicats, la C.F.D.T. avait décidé de faire au patronat un de ces petits cadeaux dont elle a le secret : d'accord, disait-elle, pour effacer le seuil du 11^e salarié qui donne droit à la désignation d'un délégué syndical, mais en échange elle réclamait la possibilité de créer des « délégués de site » ou inter-entreprises qui coûteraient moins chers aux entreprises. La réponse de Gattaz ne se fit pas attendre : il s'agit de supprimer des contraintes, et non d'en créer de nouvelles ! Vous voyez bien que ce n'est pas une question d'argent...

Le recul
des garanties collectives

Il faut dire que le patronat a beau jeu de revendiquer pour lui les avantages que le gouvernement vient d'octroyer notamment aux collectivités locales, en créant les fameux T.U.C. (Travaux d'utilité collective) qui ne sont rien de plus qu'une version édulcorée des E.N.C.A., une manière élégante de camou-

MARCEL BODY
EST MORT

J'EUDI 15 novembre a été enterré à Saint-Germain, Marcel Body, à l'âge de 90 ans. Né à Limoges, dans une famille de céramistes, il apprit le métier de typographe. Témoin et acteur de la révolution russe, il côtoie Lénine, Trotski, Zinoviev, Staline... Peu à peu opposé à l'évolution du régime bolchevique, il regagna la France en 1927, après avoir occupé un poste diplomatique en Norvège, aux côtés d'Alexandra Kollontai.

Dans son livre *Un piano en bouleau de Carélie* où il raconte les années qu'il a passées en Russie soviétique, il nous a décrit comment il prit ses distances avec le Parti communiste. Rallié en 1918 aux bolcheviks dans l'enthousiasme de la révolution d'octobre, il vit avec le soulèvement des marins de Kronstadt la fin de ses illusions sur l'Etat ouvrier.

Depuis 1956, il travailla à la traduction des œuvres complètes de Bakounine, il collabora au *Réfractaire*. Présents à son enterrement étaient des représentants de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam et du Syndicat des correcteurs C.G.T. dont il était le doyen, ayant adhéré en janvier 1931.

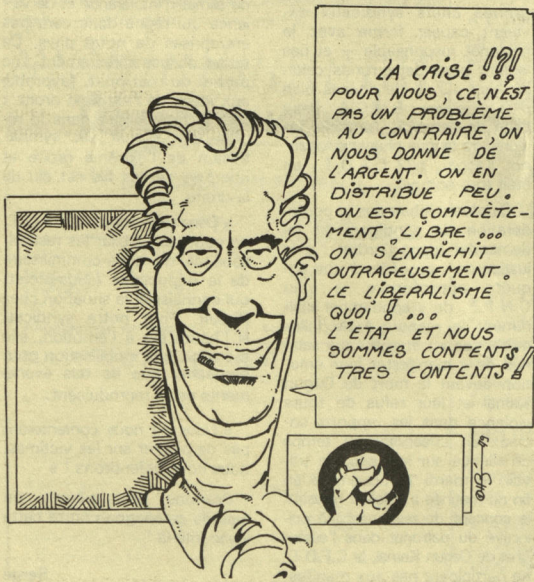
T.P.

R.A.T.P.
PROCÈS EXPRESS

LE premier des trois procès de militants poursuivis pour avoir mis en vente *Le Monde libertaire* dans l'enceinte du métro (voir M.L. n°548) s'est déroulé jeudi 15 novembre. D'abord surpris par le nombre de personnes présentes à l'audience, les juges, devant notre détermination à faire de ce procès un procès politique, se réfugièrent derrière les motifs de l'inculpation. Ils refusèrent tout débat, mettant fin à l'audience au bout de quatre minutes.

La mise en délibéré (verdict rendu le 22 novembre) a pour nous deux significations. Ou ils condamnent sans vouloir assumer le verdict devant la mobilisation ou bien, ils acquiescent sans paraître toutefois céder à la pression. Quelque soit l'issue de ce procès, nous tenons à remercier tous ceux et toutes celles qui se sont déplacés ou ont manifesté leur soutien au militant inculpé, et à travers lui, à la liberté d'expression.

Gr. Jacob



A.S.

LE MYTHE DU GANGSTER

CONSTATION d'une longue période de détention : la vie carcérale prend peu à peu le pas sur toutes les réalités extérieures, jusqu'à l'oubli de celles-ci, jusqu'à considérer la prison comme une normalité. « La » normalité ! Toute autre possibilité étant bloquée par la force des choses — de la justice —, le détenu finit par acquiescer la conviction que le monde extérieur n'est qu'une illusion, totalement abstraite, comme la liberté ! Cette liberté qui devient une espèce d'utopie grandiose qui, malheureusement, n'aura rien à voir avec la réalité. C'est grave !

Quand le détenu est amené à considérer la prison comme une normalité — de par son exclusion du corps social —, on ne peut s'étonner qu'il refuse le principe d'une réinsertion complètement fade et hypothétique dans une société qui le rejette et qui de toute façon ne correspond pas à ses normes.

Conséquences de longues peines de détention ? Une seule alternative :

- réinsertion : quasiment impossible sans la volonté directe de l'Etat — qui de toute évidence s'en moque complètement — ;

- retour au banditisme : la haine accumulée par des années de prison, et qui soudain fait surface, représente un potentiel de violence dont on aura pu constater les effets dans de récentes affaires.

Certes, l'Etat pourra toujours combattre la violence par la violence, faire affronter ses superflacs, super-gendarmes, à de pauvres paumés, cambrioleurs, pillards de banques...

Et qui sont-ils ces fameux gangsters, bandits, voyous, malfaites, etc. ? Je peux répondre, les journaux m'ont aussi qualifiés de « gangster ». Qui sont-ils donc ? Neuf fois sur dix, des paumés qui, la plupart du temps, sont à côté de la plaque. Des perdants, des qui n'ont pas de relations. Des « qui ont raté tous leurs examens »... Ecœurés par la richesse des natis, écœurés par l'asservissement des prolos, des hommes.

On est bien loin du gangster de cinéma de série B, du roman policier, bien loin du gangster que les médias offrent en pâture à un public de gens « heureux » et « honnêtes », avides de sang, de crimes et de coups de feu en prime. Le gangster sur qui la presse se foca-

lise au moindre fait divers. Dangereux ? Les gangsters sont tous jours dangereux, bien sûr ! Ils assassinent, il pillent, ils violent... Ce sera tout ? Le peuple a-t-il encore besoin de fantasmes bon marché ? Besoin de transférer la misérabilité de son quotidien sur des vécus qu'il ne vivra jamais ? Le gangster, pour les médias, ce n'est que l'épique morale qui donne du piquant à une société qui s'ennuie.

En réalité, que reste-t-il de ce « gangster » quand il a été neutralisé par les super-flics-anti-gangs ? Une loque, un paumé, un poids mort complètement abandonné. Son seul rêve à ce gangster : posséder un bel appartement, une voiture, se payer les bons restos, les bonnes boîtes, gérer un petit commerce peut-être !... Monsieur « tout-le-monde » qui ne ressemble à personne. Une vie insignifiante !

Paumé ! Gangster parce qu'incapable d'arriver à ses fins par des moyens légaux. Pas même méchant, juste assez pour tenir à sa peau, comme tout le monde. Pas même fou de la gachette, mais somme toute prêt à se défendre devant les super-zorros armés jusqu'aux dents. Légitime défense dans sa tête !

« Gangster, tu fais rêver le bon peuple qui n'osera jamais participer à ta révolte... Une révolte individuelle issue de déception, d'écœurement et de renoncement à gravir une échelle sociale sans barreaux... Les barreaux ? Tu vas les trouver ailleurs, dans l'enfer de la prison. Tu auras le temps de réfléchir sur cette société hiérarchisée, aseptisée, standardisée ; le temps de comprendre combien tu auras été manipulé : marionnette entre les mains de l'Etat, tu justifie jusqu'à l'ultime un système où l'asservissement en douceur est devenu la règle.

« On ne se révolte pas, même si l'on n'a rien pour vivre ! 38 francs par jour : c'est l'allocation-chômage à laquelle tu aura droit à ta libération ! On ne se révolte pas... on crève ! Les zorros sont là, qui veillent, qui ne feront pas de cadeaux. Tu peux crever !... Tu ferais encore rêver ce bon peuple qui s'amusera à suivre tes péripéties par médias interposés... jusqu'à ta mort ! Solitaire ! Jusqu'au bout de ton image de marque. Toi, naïf, qui te délectais à lire dans les journaux locaux tes exploits minables mis

en page par quelque pigiste besogneux. Tu n'auras rien compris, tu seras mort avec tes illusions, tes rêves, ta mentalité... ta normalité ! Et personne ne versera une larme sur ton cadavre. »

Au-delà du mythe du gangster dont se repaissent les médias, il faut bien constater que l'Etat trouve son compte dans cet état de fait :

- une marginalité qui fait réver les déshérités d'une société où même l'aventure est devenue fonctionnarisée... soupape du rêve qui n'aura, la plupart du temps, jamais lieu ;
- une insécurité stigmatisée par les politicards à la pêche aux voix, par le pouvoir qui peut ensuite justifier de la mise en place de tout un système policier, uniformisé et informatisé.

On peut s'interroger, maintenant, si le mythe du gangster — et par voie de conséquence le gangster lui-même — n'est pas une invention du pouvoir afin que ce même pouvoir puisse canaliser les révoltes potentielles ? La question est posée !

François

POUR LE DROIT D'ÊTRE NON-CONFORME

JEAN Coulardeau, paysan, passé en procès le vendredi 23 novembre au tribunal du Puy (Haute-Loire). Il sera jugé pour avoir refusé de vacciner ses bovins contre la fièvre aphteuse. En fait, il sera jugé pour son refus de se conformer au modèle agricole dominant, destructeur et polluant.

Avec lui, seront jugés ces agriculteurs « biologiques » qui, contre le courant, s'efforcent de prouver qu'on peut cultiver autrement. La triologie produits chimiques-mécanisation-concentration n'est pas une fatalité. Une exploitation agricole n'est pas forcément une entreprise capitaliste avec ses corollaires : rendements à tout prix, pollution, gaspillage, exploitation à outrance des hommes, des terres, des animaux, mépris du consommateur. L'agriculture biologique est fondée sur la connaissance et le respect des équilibres et des rythmes naturels de la terre et du bétail, à l'écoute de ceux, toujours plus nombreux, qui demandent une alimentation de qualité.

Ils seront aussi jugés avec Coulardeau, ceux qui ont choisi de se nourrir autrement ; ceux qui demandent des légumes sans résidus de pesticides, sans excès de nitrates, des produits animaux sans antibiotiques, hormones, antiparasitaires, vaccins, etc. Ils seront aussi jugés, ceux qui ont choisi de se soigner autrement ; ceux qui, à la suite de Claude Bernhard, pensent que le « microbe n'est rien, le terrain est tout » ; ceux qui refusent le recours systématique à une médecine souvent agressive qui gomme les symptômes sans attaquer les causes. Le recours aux médecines « douces » s'im-

pose pour beaucoup. Ces médecines de « terrain » soignent les malades et non les maladies, et considèrent chaque être comme différent. Elles refusent les traitements standardisés, et en particulier la prophylaxie de masse sous forme de vaccinations systématiques. De grandes maladies ont régressé aussi vite dans certains pays non vaccinés que dans d'autres très vaccinés. De nombreux pays ont abandonné la pratique de certains vaccins, jugés dangereux et plus que les maladies elles-mêmes. En médecine vétérinaire, il est reconnu que la vaccination anti-aphteuse est le principal vecteur de cette maladie — raison pour laquelle les pays anglo-saxons l'interdisent sur leurs territoires.

On a le droit de ne pas être convaincu, avec de nombreux

scientifiques — dont les travaux sont occultés en France, patrie de Pasteur et Méricur — de l'efficacité et de l'innocuité des vaccinations systématiques. Mais on n'a pas le droit de ne pas faire vacciner ses enfants — sous peine d'amendes et même de prison. Et Jean Coulardeau n'a pas le droit de ne pas faire vacciner ses vaches, même si c'est dans la logique de ses choix philosophiques, pour un certain art de vivre, de se prendre en charge.

Face à l'Etat-flic qui nivelle, uniformise, cloisonne pour mieux contrôler, soyez solidaires de Coulardeau pour son droit à la différence. Ecrivez au président du tribunal, Palais de justice, 43000 Le Puy, et télégraphiez le jour du procès.

Ch. Demeautis



Libérez nos camarades !

L'« INSÉCURITÉ » FAIT TOUJOURS RECETTE

APRÈS le scandaleux battage fait autour de l'assassinat du petit Gregory, la campagne d'intoxication des médias à propos de l'insécurité a redémarré de plus belle avec la série de crimes contre des personnes âgées habitant pour la plupart le 18^e arrondissement de Paris. Les spécialistes de la récupération ne pouvaient évidemment pas laisser passer l'occasion.

Pourris, mais pas fous, ces élus de la Butte ! Roger Chinaud (U.D.F.) et son adjoint J.-P. P. Bloch ont immédiatement entamé l'éternel refrain sur le laxisme de la majorité et son incapacité à assurer la sécurité dans l'arrondissement. J.-P. P. Bloch, prêt à tout pour retrouver son siège perdu en 1981, s'est rendu sur les lieux du dernier meurtre, alors que le cadavre était encore chaud, pour transformer l'attroupement de voyeurs en une manif dirigée contre Claude Estier, député socialiste du 18^e, et pour le rétablissement de la peine de mort.

Face à cette offensive de la droite revancharde, l'Etat socialiste riposte en dénonçant la récupération de crimes odieux à des fins politiciennes... et en profite pour déverser quelques escouades de képis supplémentaires dans un quartier qui est déjà le plus fliqué de Paris. Pour la classe politique, les législatives de 86 se joueront sur le duo à la mode : immigration et insécurité. En fait, derrière les projecteurs politicards se cache une banalisation de la présence policière qui ne cesse de se renforcer dans ce quartier.

Ce déchaînement des médias contre le 18^e arrondissement masque un gigantesque projet de rénovation, comme pour l'îlot Châlon où la presse a mis en avant la drogue pour déloger une population gênant les promoteurs. Pendant des semaines, on nous a matraqué les dangers de la « pègre » d'un quartier, l'insalubrité et l'insécurité... Aujourd'hui, on peut constater que toute une population a été expulsée au profit des spéculateurs immobiliers, proches de la mairie de Paris. Le procédé est identique pour le 18^e. On envoie d'abord les flics, sous prétexte de « sécurité », on habitue les habitants à leur présence, on expulse les « cas douteux »... et les autres suivront !

Hervé (gr. Libertad)

DERNIÈRE MINUTE

APRÈS le Front national, appelant à un rassemblement contre l'insécurité, Roger Chinaud, J.-P. P. Bloch (U.D.F.) et Alain Juppé (R.P.R.) ont envoyé à toutes les personnes âgées du 18^e une lettre « nominative » les invitant à venir

manifestar sur le même thème à la mairie de l'arrondissement. Bloch s'est écrié : « La peur doit changer de camp ! » En attendant, l'opposition continue à foutre la trouille aux vieux... l'art de récolter des voix pour 1986 !

G.D.

DISCRIMINATION SOCIALE

PAR CAROLINA, GR. DE BÉZIERS

Avant la Seconde Guerre mondiale, le recrutement des immigrés se faisait pratiquement sans contrôle des autorités. La loi de 1945 va modifier cela et conférer à l'Etat le monopole de l'immigration. La France n'a plus seulement besoin de main d'œuvre mais aussi d'hommes jeunes pour rééquilibrer sa démographie.

Au milieu des années 50, en plein boom économique, elle n'est plus appliquée. On revient aux situations antérieures. Les immigrés attirés par des campagnes de recrutement dans les pays d'origine, viennent de plus en plus souvent avec des passeports de touristes et se font « régulariser » une fois sur place, au service d'un employeur.

A partir de 74, les impératifs économiques remettent cette loi à l'ordre du jour. Elle sera modifiée à coups de décrets et de circulaires. Actuellement, son objectif principal est d'empêcher l'entrée de nouveaux immigrés. Les dernières mesures concernant le contrôle des frontières, les certificats d'hébergement, et le regroupement familial entrent dans cette logique.

Entrée et séjour

« Renforcer et multiplier les contrôles pour détecter les étrangers en situation irrégulière et s'assurer du départ de ceux auxquels un titre de séjour a été refusé. », dixit le Conseil des ministres d'octobre 84.

Avec la loi Sécurité et Liberté, votée en mai 83, qui permet aux flics d'intervenir en « prévention d'une atteinte à l'ordre public », voici les forces de l'ordre parées du côté légal. La chasse aux flics est ouverte. Gare aux bavures !

Pour toute visite privée d'un étranger en France, un certificat d'hébergement doit être obtenu, depuis mai 82, par la personne qui l'accueille. Ce certificat doit mentionner les identité, adresse, nationalité, titre de séjour ou carte d'identité des intéressés. Il doit être soumis à la décision du maire de la commune où réside celui qui accueille. Le maire peut refuser de le délivrer s'il estime que l'étranger ne peut être hébergé dans des conditions normales (texte du décret). Le décret ne précise pas ce qu'il entend par « possibilité de logement », il ne prévoit pas non plus que le maire doit justifier son refus, et il n'y a pas de recours possible, ni de délai de réponse prévu. En bref, l'arbitraire !

Les dernières mesures prises par le gouvernement concernent le regroupement familial. En effet, au cours de ces dernières années, il était la cause principale de l'immigration clandestine. Les conditions à remplir pour obtenir ce droit sont très restrictives : être en France depuis une année, en situation régulière ; avoir un logement correspondant « à des normes de salubrité et de superficie » ; « avoir un emploi stable », une rémunération « suffisante ». Dans la majorité des cas, les familles arrivaient en France avec un passeport comme touristes, ou bien un certificat d'hébergement et tentaient de se faire régulariser une fois sur place, tant bien que mal.

A partir de maintenant, il faudra obligatoirement passer par les voies légales. Autant dire que le regroupement familial est stoppé. Cela signifie la clandestinité ou l'expulsion pour les familles et pour beaucoup de travailleurs le célibat forcé.

L'Etat français range les travailleurs immigrés en trois catégories. Les « résidents temporaires », qui viennent plus de trois mois exercer une activité limitée : étudiant, travailleur saisonnier. Celui qui désire prolonger son séjour et qui a obtenu un emploi permanent ou le statut de réfugié peut être « résident ordinaire ». Et enfin, pour celui qui a un conjoint ou des enfants français, ou qui réside en France régulièrement depuis trois ans au moins, peut avoir le statut de « résident privilégié ».

Ces cartes de séjour sont renouvelables pour le premier statut tous les trois mois à un an ; pour le second tous les trois ans et enfin tous les 10 ans pour le dernier. Le renouvellement des deux premiers est soumis à l'emploi... Voici les textes, mais la réalité est encore moins réjouissante. C'est la fameuse politique du « guichet » qui fait loi.

Les administrations chargées du renouvellement des cartes le font très souvent avec une mauvaise foi évidente, teintée de racisme. Il est courant qu'elles ne délivrent que des récépissés de trois mois en trois mois, au lieu des cartes de « résident ordinaire » de trois ans, et que l'obtention des cartes de « résident privilégié » ne se fasse pas automatiquement.

La loi sur la « carte unique d'identité de 10 ans, renouvelable automatiquement », votée en juillet 84, ne concerne qu'une infime partie des travailleurs. Elle ne devrait voir son application qu'à partir de 85, date à laquelle les fichiers informatisés seront mis en place !

Des taudis au travail précaire

Les municipalités ont bien souvent intérêt à ne pas fournir un logement décent aux immigrés, condition nécessaire au regroupement familial. Cela évite à leur commune de se voir gonfler d'une popu-

lation étrangère peu admise par les électeurs. Et qui dit famille, dit aussi équipement scolaire, de loisirs, toute une infrastructure socio-culturelle (il faut bien prévenir la délinquance !). Alors les mairies préfèrent les « célibataires » qui reviennent moins cher à la commune.

De plus, le maire de par son poste de président de l'Office d'H.L.M. locale, influe fortement sur la politique suivie par cette office. Quotas, seuil de tolérance sont les « raisons » avancées pour ne pas loger les immigrés. Ils sont sursélectionnés, il doivent présenter plus de garanties financières qu'un Français. Les H.L.M. vétustes leur sont réservés.

Pour l'immigré qui n'a pu obtenir un logement en H.L.M., que reste-t-il ? Les taudis délaissés par les Français, les cités de transit, les foyers du style Sonacotra, les « marchands de sommeil ».

Les immigrés « bénéficiant » d'un certain nombre de mesures sociales spécifiques : stages de préformation, formation de retour, un service d'accueil et d'aide — le S.S.A.E., Service social d'aide aux étrangers —, les logements Sonacotra et autres foyers, des organismes d'information et d'encadrement, un service chargé de diffusion culturelle — l'A.D.R.I. — qui finance des actions culturelles spectaculaires ou des émissions de radio et de télévision, des cours en langue maternelle dans les écoles, etc.

Toutes ces actions sont financées par une caisse spéciale, le Fonds d'action sociale. Or, les recettes du F.A.S. proviennent des économies que l'Etat réalise chaque année sur le dos des immigrés. En effet, un travailleur qui a laissé ses enfants au pays touche pour eux seulement une partie des prestations sociales auxquelles il aurait droit si sa famille était en France. Cette somme volée aux immigrés s'élève chaque année à plusieurs milliards de francs. Et le F.A.S. n'en récupère qu'un cinquième environ !

Les seules réglementations spécifiques au travailleur immigré, en ce qui concerne l'emploi, consiste en une carte de travail distincte de la carte de séjour, avec des restrictions géographiques et professionnelles, et en un refus d'emploi dans la fonction publique. Pour le reste, la législation est identique à tous les travailleurs. Ceci ne doit pas pour autant masquer la position spécifique que l'immigré a dans le monde du travail.

Travail clandestin, emploi saisonnier, main d'œuvre non qualifiée, plus mobile, prête à accepter les travaux les plus durs et les moins payés, travail répétitif, conditions d'hygiène et de sécurité défectueuses, telles sont les caractéristiques de l'emploi des travailleurs étrangers. Pourtant celles-ci ont permis à l'industrie française de faire de juteux profits tout en reculant la modernisation de leurs entreprises. Maintenant, parmi les premiers frappés par les restructurations industrielles, on retrouve les travailleurs immigrés.

Pour l'égalité économique et politique

A part le droit d'association obtenu en 1982, les droits politiques des immigrés en France sont inexistant. Tout étranger est soumis à la « neutralité politique ». Cette notion est l'illustration même du fait que l'immigré est là pour travailler et non pas pour décider. Cette « neutralité politique » est remise en cause par les immigrés eux-mêmes. Ils se syndiquent, créent des associations, luttent pour l'égalité des droits. Les mouvements qui se constituent se revendiquent comme autonomes, inscrits dans la lutte de classes. Ils sont nombreux à réclamer des droits politiques, pas seulement le droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections qu'elles soient sociales, professionnelles ou politiques ; mais également le droit de s'exprimer, de manifester et de s'organiser.

Les mesures discriminatoires envers les immigrés sont nombreuses et variées. Elles viennent renforcer le racisme quotidien de certains Français et rendent impossible une véritable insertion des immigrés dans la société française. L'insertion suppose l'égalité à tous les niveaux. Toute politique qui parle d'insertion en maintenant des mesures discriminatoires qui, dans les faits, sont, ni plus ni moins, que des mesures racistes, n'est qu'une politique qui veut faire illusion. L'égalité des droits est la première revendication spécifique à la population immigrée. Au-delà, la xénophobie et le racisme d'une frange importante de la population française, seront un obstacle à l'instauration d'une société ouverte à d'autres cultures, en un mot : inter-culturelle.

Il est sans doute artificiel de séparer les mesures discriminatoires et le racisme. Le racisme trouve en partie sa justification dans ces mesures et nos gouvernants les prennent pour satisfaire démagogiquement leur électoral. Mais il est plus facile dans un premier temps de supprimer certaines lois et décrets que de changer des milliers de mentalités.

L'immigré est une marchandise qui travaille, qui est exploité jusqu'au trognon et que l'on vire lorsqu'elle a rendu service. L'immigré est au cœur de la lutte des classes dans la France de 1984. Le sort de la population immigrée passe par cette lutte de classes. Trois axes se dessinent : égalité des droits, lutte idéologique contre le racisme et lutte de classes.

LA POLITIQUE CONTRE L'UNITÉ DU MOUVEMENT MUTUALISTE

Un peu d'histoire (récente)

« La Fédération nationale de la mutualité française (F.N.M.F.) par ses organisations locales ou d'entreprises étend son influence sur plusieurs millions de salariés. Cependant, le mouvement mutualiste a pris une allure officielle et, sous le masque d'une neutralité toute de façade dans le domaine social, apporte en fait son soutien à la politique réactionnaire du patronat et du gouvernement... »

Cette citation est extraite de la résolution du XXXII^e congrès de la C.G.T., qui s'est tenu en 1969. Déjà en 1957, la C.G.T. avait incité ses militants à créer des mutuelles ouvrières qui devraient être animées d'un esprit de classe. Cette position aboutit à la création, en 1960, de la Fédération des mutuelles ouvrières, qui prit le nom de Fédération nationale des mutuelles de travailleurs (F.N.M.T.) en 1968. A partir de 1960, donc, le mouvement mutualiste français compte deux fédérations nationales : la F.N.M.F. et celle qui deviendra la F.N.M.T. C'est aussi à partir de cette époque que les attaques des gouvernements successifs de la V^e République contre la Sécurité sociale vont se développer : il s'agissait de réduire les prestations, ce qui était en contradiction avec le but que les législateurs avaient fixé à la Sécurité sociale en 1945 : le remboursement intégral de toutes les dépenses de santé.

Les dirigeants n'avaient jamais accepté la création de la Sécurité sociale, comme ils avaient été hostiles aux assurances sociales. Ainsi, dans les conseils d'administration des caisses de la Sécurité sociale, les représentants de la F.N.M.F., la plupart du temps, votaient avec le patronat les mesures qui visaient à réduire le rôle de celle-ci afin que la mutualité reprenne l'importance qu'elle avait avant l'institution d'un régime obligatoire de protection sociale. Il n'est donc pas étonnant que les sociétés mutualistes d'entreprises — qui défendaient la Sécurité sociale — se soient heurtées aux notables de la F.N.M.F. Au sein de celle-ci, les sociétés mutualistes d'entreprises se multiplièrent cependant jusqu'à former le quart des effectifs de la fédération. Avec les puissantes sociétés mutualistes de fonctionnaires, cela forma une force qui modifia l'attitude de la Fédération de la mutualité française. Elle abandonna sa « neutralité » pour l'« indépendance », ce qui n'est pas la même chose.

Ce ne fut pas facile, car les forces réactionnaires à la fédération étaient puissantes — et le sont encore. Ainsi, il fallut attendre le congrès de 1964, à Bordeaux, pour que fut envisagée la création d'une union nationale des sociétés mutualistes d'entreprise ; mais aujourd'hui encore, c'est le seul organisme de la F.N.M.F. qui n'a pas le droit d'être directement son président !

Le processus de réunification

La F.N.M.T. s'est développée et compte à présent 400 sociétés adhérentes et 3 millions de membres cotisants. La F.N.M.F., elle, possède 12 millions d'adhérents cotisants ; près de 8 000 sociétés mutualistes y sont rattachées. Plusieurs sociétés, représentant environ un million d'adhérents, sont membres des deux fédérations ; c'est ce que l'on appelle la double appartenance. La F.N.M.F. ayant changé son orientation, et devenant elle-même la cible du patronat et de l'Etat, l'existence de deux fédérations mutualistes nationales ne se justifiaient plus, et des discussions s'engagèrent en vue de la réunification du mouvement mutualiste. C'est la F.N.M.T. qui devait réintégrer, sous certaines conditions, la F.N.M.F. On faillit aboutir. A l'assemblée générale de la F.N.M.F. du 7 mai 1977, il manqua seulement 19 voix pour que la majorité requise des deux tiers fût atteinte.

Depuis, les relations entre les deux organisations se sont détériorées, jusqu'à la récente rupture. En 1980, un nouveau président fut élu à la tête de la F.N.M.F. : René Teulade. Membre de la F.E.N., il s'entoura de dirigeants de sociétés mutualistes de fonctionnaires, membres ou proches du Parti socialiste. Les dirigeants de la F.N.M.T., eux, dans leur ensemble, viennent de la C.G.T., et ils sont relativement nombreux à être membres du Parti communiste. Les nouveaux dirigeants de la F.N.M.F., poussés par de vieux crabes — ou de jeunes loups — présidents de sociétés mutualistes territoriales et des caisses chirurgicales, multiplièrent les obstacles à la réunification ; et comme ils manquaient d'arguments convaincants, ils déclarèrent que la F.N.M.T. était une mutuelle d'obédience ! Il fallait le trouver. Mais cela a rassemblé tous les socialistes, et ceux pour lesquels le danger révolutionnaire commence avec les radicaux de gauche !

La rupture

Dans son rapport d'ouverture au V^e congrès de la Fédération nationale des mutuelles de travailleurs, qui s'est tenu les 14, 15 et 16 juin 1984 à Paris, le président Louis Calisti a vigoureusement dénoncé la mainmise des dirigeants des mutuelles de fonctionnaires (particulièrement ceux de la Mutuelle générale de l'Éducation nationale et de la Mutuelle générale des P.T.T.) sur la F.N.M.F. Après avoir rappelé l'action positive des fédérations mutualistes nationales de fonctionnaires, notamment en matière de réalisations sanitaires et sociales, il a déclaré : « Certaines sociétés (de fonctionnaires) ont laissé une certaine autonomie à leurs sections départementales. En revanche, les plus puissantes, la M.G.E.N.

et la Mutuelle générale des P.T.T. en particulier, ont un niveau de concentration difficile à dépasser !... Ainsi la technocratie a formé des hommes peu nombreux, mais investis des plus hautes responsabilités, qui ont fini par oublier le véritable caractère de la mutualité : un mouvement social actif et dynamique... C'est cette évolution qui a fait qu'aux notables d'hier ont succédé les technocrates d'aujourd'hui ! »

Le président de la F.N.M.T. dénonçait également la mollesse de la F.N.M.F. vis-à-vis des compagnies d'assurances, et dans l'action pour l'obtention des droits aux militants mutualistes dans les entreprises, etc.

Prenant prétexte de ces propos, le président de la F.N.M.F. annula la rencontre qui devait avoir lieu quelques jours après entre les deux fédérations. Le comité exécutif de la F.N.M.F. prenait la décision de supprimer la double appartenance. Aucune société mutualiste ne pou-

sans opinion ; beaucoup n'accepteront pas d'avoir à choisir l'une ou l'autre fédération. La solution de sagesse, en attendant des jours meilleurs, sera de ne plus être fédéré du tout, malgré les inconvénients de ne plus bénéficier du soutien d'une puissante fédération et de ses œuvres sociales. Ce sont bien sûr les adhérents — étrangers à ces querelles de chefs de clan — qui pâtiront de la situation ainsi créée. Ce sont aussi les compagnies d'assurance qui profiteront de la moindre faiblesse du mouvement mutualiste, ces compagnies qui sont persuadées qu'un bel avenir les attend dans le domaine de la protection sociale privée.

Le président des A.G.F. déclara : « La crise amplifie le marché des assurances de personnes », tandis que celui du Groupe Drouot souligne : « On n'échappera pas à l'obligation de limiter les remboursements et les prestations distribués dans le cadre de la protection sociale obligatoire ».



Une réalisation de la Mutualité.

vait plus, à l'instant même, adhérer aux deux fédérations à la fois. Quant à celles qui avaient ce statut, elles ont jusqu'au 31 décembre de cette année pour choisir !

Les conséquences

Certes, le discours du président de la F.N.M.T. n'était pas conciliant, et les termes peuvent apparaître inopportuns à la veille d'une rencontre consacrée à la réunification ! Mais ici comme ailleurs, on constate que le scandale n'est pas dans les faits dénoncés, mais dans le fait que le scandale soit dénoncé. Il est incontestable, et des responsables de la F.N.M.F. l'ont eux-mêmes reconnu, que : « Le principe de base de la démocratie mutualiste, un homme une voix, a connu un sort moins heureux. Une lente dérive bureaucratique n'a pas su être évitée. Il existe une contradiction entre le discours mutualiste sur la démocratie et sa pratique parfois diamétralement opposée ». A la F.N.M.T., au contraire, les sociétés mutualistes de base sont étroitement liées aux décisions prises et la décentralisation y est presque un dogme !

L'ultimatum des caciques de la F.N.M.F. aux sociétés mutualistes ayant la double appartenance va créer un risque de scission au sein de ces dernières. En effet, les adhérents sont de toute opinion, ou

Et comment ne seraient-ils pas optimistes, tous ces requins, lorsque c'est un ministre d'un gouvernement socialiste, et pas le moindre puisqu'il s'agit du ministre de l'Économie et des Finances qu'était Jacques Delors, qui a accordé à une compagnie d'assurance allemande, qui sévit déjà en Europe, (la Deutsche Krankenversicherung, spécialisée dans l'assurance maladie) d'exercer ses activités en France et dont le directeur « croit en l'avenir de l'assurance maladie privée en France » ! Et quand ce sont des ministres socialistes qui portent de rudes coups à la Sécurité sociale ! On ne sait pas à quel point elle peut être menacée !

C'est un représentant de la F.N.M.F., George Hippert, qui disait, dans un rapport présenté à l'assemblée générale de la Fédération mutualiste interdépartementale de la région parisienne, le 20 mai 1984 : « Or il existe une fatalité du pouvoir qui conduit nos gouvernants, quels qu'ils soient, à s'entourer de collaborateurs issus des mêmes écoles, ayant la même tournure d'esprit, qui, tout naturellement, proposent aux ministres, pourtant d'idéologies différentes, les mêmes solutions aux mêmes problèmes. C'est ainsi que ressurgissent les vieux dossiers qu'on pouvait croire enterrés... ». Certains proposent l'instauration d'une franchise et la modulation des prestations en for-

tion des ressources de l'assuré, voire la suppression de toute retenue sur les salaires, le salarié pouvant souscrire ou non un contrat au choix ! On comprend l'optimisme des compagnies d'assurance !

L'avenir

C'est dans cette période de crise que la F.N.M.F. a provoqué, unilatéralement, la rupture. Certes celle-ci était prévisible ; la situation dans le mouvement mutualiste n'est que le reflet de ce qui existe dans le mouvement syndical depuis quelques années et de la rupture officielle entre le Parti communiste et le Parti socialiste. Dans la mutualité, ce sont les socialistes et ceux qui leur sont proches, poussés par les pontifs de droite, qui ont délibérément coupé les ponts. Tous les grands discours sur l'éthique mutualiste sont oubliés, lorsque les intérêts politiques sont en jeu. A la F.N.M.F., la démarche politique s'est ajoutée à la crainte qu'en faisant entrer le loup dans la bergerie, en l'occurrence la F.N.M.T., soient bousculées les positions acquises des notables, des technocrates. Peu à peu, l'entrée de mutuelles de travailleurs, dynamiques, ne défendant pas les intérêts des mutualistes seulement dans les salons ministériels (s'ajoutant aux sociétés mutualistes qui, à l'intérieur de la F.N.M.F., partagent la conception d'une mutualité d'action et de gestion — et il y en a !) aurait certainement modifier les formes de lutte et les conceptions réactionnaires qui régissent encore à la F.N.M.F., tout en préservant l'indépendance indispensable du mouvement mutualiste vis-à-vis des syndicats, des partis politiques et du patronat. Et en ne perdant pas de vue qu'indépendance n'est pas neutralité...

C'est ce que n'ont pas voulu les dirigeants de la F.N.M.F. Ils ont réussi leur coup. Provisoirement. Car, maintenant, la bataille va commencer pour renverser la situation. Ce sera probablement long et difficile car les politiciens de tout poil et leurs commensaux donneront du fil à retordre.

André Devriendt

Pour en savoir davantage :

Un projet mutualiste, rapport de Louis Calisti, président de la F.N.M.T. au V^e congrès, juin 1984.

La mutualité française, un idéal pour 25 millions d'hommes et de femmes, de René Teulade, président de la F.N.M.F., éd. Ramsay, Paris 1984, en vente à la librairie du Monde libertaire, 92 F.

La mutualité en mouvement, de Louis Calisti, Éditions sociales, Paris 1982. La Mutualité française et le monde du travail, de Th. Laurent, Coopérative d'information et d'édition mutualiste, Paris 1973.

Mutualité-Sécurité sociale : le rendez-vous manqué de 1945, de B. Gibaud ; thèse de doctorat de l'université du Maine, 1984, non encore publiée.

Le mouvement mutualiste, n^o 22 de Volonté anarchiste, gr. Fresnes-Antony de la F.A., en vente à la librairie du Monde libertaire, 20 F.

La Mutualité française, des origines à la Révolution de 1789, Jean Bennet, en vente à la librairie du Monde libertaire, 100 F.

LA FACE CACHÉE DE LA « REAGANOMANIE »

Le déclin international des Etats-Unis, dit en substance Reagan, est dû à l'excès des dépenses de l'Etat et aux revendications salariales. Pour régler le problème de l'inflation, il faut réduire les dépenses civiles — pas les dépenses militaires, bien sûr —, obtenir des concessions de la part des travailleurs, accorder des avantages fiscaux aux entreprises.

Pour une fraction du patronat américain, les responsables de la perte de compétitivité de l'industrie américaine sont les pays industrialisés comme le Japon et l'Allemagne, les pays exportateurs de matières premières qui s'organisent pour garantir les prix, les pays du tiers monde qui refusent de se soumettre à l'hégémonie américaine.

Ce type d'interprétation a l'avantage d'éviter de poser le vrai problème, à savoir le rôle de la politique internationale du gouvernement américain sur la dégradation de l'économie intérieure.

Une autre fraction du patronat américain, plus « éclairée », s'inquiète de voir la capacité productive du pays décliner et le pouvoir économique et politique échapper à l'Est des Etats-Unis.

Liquider le mouvement ouvrier

Tout ce beau monde est en tout cas d'accord sur deux points : liquider les acquis du mouvement ouvrier, et les syndicats. Déjà en 1980, les travailleurs de Chrysler s'étaient

vu imposer une réduction de 12% de leur salaire en échange de la garantie de l'emploi. Le président de l'U.A.W., le syndicat des travailleurs de l'automobile, s'était vu offrir un siège — un strapontin plutôt — au conseil d'administration, en remerciement de ses services.

En 1982-1983, le patronat lance une grande offensive contre la classe ouvrière. Le président de la General Motors fait une grande campagne dans les médias sur le thème : les ouvriers de l'automobile gagnent 80% de plus que leurs homologues japonais et 80% de plus que l'ouvrier moyen américain.

Aujourd'hui, la lutte anti-syndicale ne se fait plus à la mitrailleuse comme lors du « massacre de Ludlow » en 1914, à la suite d'une grève des mineurs. Elle se fait scientifiquement, technocratiquement. Des cabinets de consultation se sont créés pour aider les patrons à empêcher la constitution d'une section syndicale ou pour liquider celle qui existe. C'est une activité en pleine expansion puisque plus de mille firmes s'adonnent à ce genre d'activité pour un chiffre d'affaire de 1,5 milliard de dollars. Existente également des cabinets de psychologues industriels chargés de la « prévention syndicale ».

Le patron s'appuie d'abord, dans l'entreprise, sur les contre-maîtres qui, d'après la loi n'ont pas le droit de se syndiquer. Ils deviennent l'informateur du « consultant » et jouent un rôle actif dans la stratégie d'intimidation au sein de l'entre-

prise. De même, la loi américaine interdit les réunions d'information et la distribution de tracts dans l'entreprise, mais laisse au patron toute liberté en ce domaine.

« On assiste à une véritable guerre psychologique menée par le consultant : les consignes antisyndicales apparaissent sur les murs, sur les machines à distribuer du Coca-Cola, sur les tasses à café en carton, ou sur les boîtes d'allumettes. » (*Le Monde diplomatique*, mars 82.) A quand l'introduction de ces méthodes en France ?

Mutation industrielle

Depuis quelques années, on assiste à une fantastique mutation des modalités de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale. En une seule année, de 1980 à 1981, le volume des fusions et des acquisitions d'entreprises est passé de 44 à 83 milliards de dollars et il a été, à l'échelle mondiale, de 160 milliards de dollars.

Reagan, le champion de la libre entreprise et de la libre concurrence, a mis en place une politique favorisant le gigantisme des entreprises, conduisant au contrôle des marchés, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle expansion du capital financier. Les premières victimes de cette politique sont évidemment les travailleurs américains dont les conditions de vie se sont considérablement dégradées.

Il se produit en effet un transfert massif de capitaux des secteurs traditionnels vers les secteurs de l'industrie de pointe à haute technologie mais à main d'œuvre relativement faible. Mais une mutation importante se produit également dans la classe ouvrière.

A l'ouest des Etats-Unis, deux cent mille personnes travaillent dans l'industrie des microprocesseurs, dont la moitié à la fabrication, parmi lesquelles la moitié de femmes, la plupart du temps immigrées. Ces O.S. gagnent un salaire qui dépasse rarement le minimum légal. Les employés de bureau, qui représentent 15% des effectifs ne sont guère mieux lotis que les ouvriers de la fabrication.

L'insécurité de l'emploi règne, licenciements et embauches se font au gré du patron. Les industries des instruments scientifiques, des appareils électriques et des microprocesseurs sont les plus dangereuses pour ce qui est de l'exposition aux substances cancérigènes.

« Survélocité » du capital

La concentration des entreprises, dans ces secteurs de pointe, est également à la pointe. Les petites firmes indépendantes et ultra compétitives, qui ont fait la réputation de la côte ouest, sont progressivement absorbées par les multinationales. Cependant, le boom économique dans les secteurs de pointe de l'ouest des Etats-Unis a pour corol-

laire la récession dans les secteurs traditionnels de l'Est : textile, auto, acier, caoutchouc. Des villes entières se transforment en désert, comme Detroit ou Pittsburg.

Les capitaux nécessaires pour faire tourner ces usines s'investissent dans d'autres secteurs. Ainsi les sidérurgistes américains cessent pratiquement d'investir dans l'acier. De 1975 à 1979, U.S. Steel consacrait 37% de ses investissements dans d'autres secteurs que l'acier. Ensuite cette part passe à 80%. En 1979, après avoir annoncé la fermeture des usines Youngstown, U.S. Steel ouvre un énorme centre commercial près de Pittsburg et signe un accord avec une firme de produits chimiques pour créer une usine à Houston.

En fait ce n'est pas que l'acier américain ne soit pas rentable, son coût de revient est au contraire un des plus faibles du monde. Seulement, la production de l'acier n'est pas aussi rentable que la pétrochimie ou la spéculation immobilière.

On a là une démonstration de la théorie de la péréquation des taux de profit, c'est-à-dire la tendance pour le capital à quitter les secteurs moins rentables pour s'investir dans les secteurs les plus rentables. Lorsque l'arrivée massive des capitaux dans ce nouveau secteur stabilise les taux de profit, puis les fait de nouveau chuter, les capitaux vont alors chercher un nouveau champ d'investissement.

Retour au XIX^e siècle

Depuis quelques années, cette situation a provoqué une fantastique régression dans les relations de travail, un véritable retour aux conditions du début du XIX^e siècle. L'administration Reagan a ainsi favorisé la création d'ateliers où s'entassent des travailleurs sou-

mis à une surexploitation effrénée que la protection syndicale, absente, ne peut aucunement tempérer.

Le projet de suppression du salaire minimal ainsi que celui d'abolir les lois qui interdisent les formes les plus primitives d'exploitation, encouragent la recrudescence du travail à domicile qui a caractérisé un des pires moments du début de l'ère industrielle. Des milliers d'ateliers semi-clandestins se sont créés dans des garages désaffectés, au fond d'impasses, où l'ouvrier est payé à la pièce pour le tiers ou la moitié du tarif syndical.

Baisse du pouvoir d'achat, dégradation du travail, augmentation de l'insécurité de l'emploi, augmentation spectaculaire des accidents de travail caractérisent la fantastique régression de la condition ouvrière aux Etats-Unis.

Alors que les revenus salariés, en dollars réels, sont bloqués au niveau de 1962, les revenus des dividendes se sont accrus de 126%, les profits après impôts de 174%, les gains liés aux taux d'intérêts de 217%. Alors qu'aux Etats-Unis, les coûts de l'heure de travail ont augmenté de 1967 à 1979 de 151%, ils ont augmenté au Japon de 670% et de 237% en Allemagne.

Dans *Le Monde libertaire*, nous avons eu maintes fois l'occasion de parler de l'impérialisme américain. Ce que nous présentons aujourd'hui, c'est l'autre côté de la médaille, celle qu'on ne voit généralement pas. Pendant que la politique mise en place par Reagan déstabilise les économies européennes, affame le tiers monde, pendant que les firmes multinationales investissent massivement leurs capitaux hors des Etats-Unis, la classe ouvrière américaine paie largement son tribut à l'expansion du capitalisme mondial.

Raoul Boullard



Argonneurs en grève (1962)

LE CHILI MALADE DE PINOCHET

PRÈS de 2 000 personnes arrêtées dans les banlieues ouvrières de Santiago avec la mobilisation de soldats armés de fusils mitrailleurs, de carabiniers et d'agents de la police secrète (C.N.I., Centrale nationale d'informations). Reprenant la pratique utilisée à une grande échelle au lendemain du coup d'Etat fasciste du 11 septembre 1973, tous les « suspects » étaient rassemblés dans un stade du centre de Santiago.

Après la proclamation de l'état de siège, le général Pinochet poursuit la répression sur tout ce qui tente de s'opposer à lui. Le dictateur semble de plus en plus seul, cramponné à un pouvoir dont il est l'unique maître. Il n'est pas inutile de comparer son ascension politique à celle de Hitler. Surtout après l'interview accordée à l'hebdomadaire français *L'Événement* du jeudi par Orlando Saenz, « Gattaz chilien » sous le régime d'unité populaire d'Allende. Il y explique comment, il y a onze ans, un groupe d'industriels du Chili a préparé la chute du régime de gauche. Comme il le dit : « Je n'ai pas été l'instigateur du coup d'Etat, mais j'ai créé le groupe qui l'a rendu possible ». Sans commentaires.

Pourquoi ce digne représentant de la hiérarchie de l'établissement économique et financier s'émue-t-il aujourd'hui de la situation politique du Chili ? Partage-t-il les inquiétudes d'Amnesty International ? Il semblerait que ses préoccupations sont plus terre à terre : « La situation économique est pire maintenant qu'en 1973. Quand Pinochet est arrivé au pouvoir, la dette extérieure était de 4 000 millions de dollars, elle est aujourd'hui de 20 000 millions... Il y avait 5% de chômeurs, il y en a 30% ». Que l'on torture et emprisonne ne le gêne pas, tant que la machine économique marche !

Les 27 et 28 novembre prochains auront lieu, à l'appel des diverses organisations d'opposition, des journées de protestation. Preuve que, face aux arrestations et aux déportations, les Chiliens ne se couchent pas !

Alexis Pierre

SUISSE : UNE DÉMOCRATIE... ÇA TROMPE ÉNORMÉMENT !

Vu de l'extérieur, de l'étranger, la Suisse est souvent considérée comme une démocratie modèle. Il est vrai qu'à y regarder par le petit bout de la lorgnette, la Confédération helvétique peut donner l'apparence d'un pays dont le peuple ne serait pas simplement souverain — comme c'est théoriquement le cas dans toutes les démocraties — mais pourrait participer activement et influencer sur l'évolution de la société. Rappelons que cette apparence est maintenue par l'existence d'institutions originales telles que par exemple le droit de vote, d'initiative et de référendum (démocratie directe) ; telles aussi que le fédéralisme qui accorde de très large compétences aux cantons et communes (éducation, santé, justice et police, urbanisme, etc.).

Le discours dominant, aussi bien des autorités que de la grande majorité de la population, fait donc apparaître la Suisse comme un havre de paix, un flot de prospérité au milieu d'un monde en proie aux convulsions économiques et sociales, un modèle de liberté, d'égalité et de fraternité... et si certains trouvent de ci de là quelques failles au système, il ne convient pas pour autant d'en changer, puisqu'il suffira de la volonté populaire pour les colmater. Et pourtant les failles sont importantes : en certains cas, le fonctionnement des institutions suisses, la manière dont elles sont occupées et les objectifs généralement occultes qu'elles visent, ressemblent fort à une grande escroquerie.

Un intéressant bouquin est sorti il y a peu sur ce sujet. Il s'agit de *Qui dirige la Suisse ? Les groupes de pression contre la démocratie*, de Hans Tschäni, édité. Vingt-quatre heures. L'auteur postule — ce qu'on peut bien entendu contester — que la constitution helvétique est bonne à la base, mais que les institutions qui en découlent ont été altérées au fil des ans par différents milieux qui peu à peu ont réussi à les occuper. Et c'est par cette occupation des institutions, incompatible avec la pratique d'une démocratie, que décrit Tschäni. Ce livre ne relève pas certains faits nouveaux ou inconnus, mais décrit et analyse le fonctionnement des institutions.

Les anarchistes n'ont pas, bien entendu, à pleurer avec Tschäni sur les « dégénérescences » de la démocratie. Ses regrets ne sont pas les nôtres, ni ses propositions de réformes. N'empêche que ce livre met sur le tapis certains fonctionnements que bien des Suisses ne veulent surtout pas voir, surtout pas remettre en cause tant il est plus facile de les considérer comme normaux et inéluctables.

Milice, encadrement et intégration

En Suisse, tout fonctionne selon le système de la milice. De l'armée au Parlement, en passant par toutes les associations privées — de jeunesse, sportives, patriotiques, culturelles, paroissiales, etc. Or qui dit milice, dit aussi bénévolat, avec tout ce que cela signifie de disponibilité en temps et argent, de valorisation des rôles sociaux, de reproduction des structures...

Les associations diverses — dans lesquelles se retrouvent, toutes tendances confondues, un très grand nombre de personnes — jouent un véritable rôle d'encadrement de la société et d'intégration des individus : quels que soient leurs objectifs, elles sont régies par des règles et des modes tacites, « évidents », de fonctionnement calqués sur le système politique et porteurs des valeurs spécifiques à ce système.

C'est aussi la milice qui permet et favorise le noyautage des institutions et l'émergence d'une élite qui concentre entre ses mains les pouvoirs de tous ordres. Il y a une telle adéquation entre les structures « économique-socio-culturo-politico-etc. » de ces associations et les structures mentales de la majorité de la population que leur rôle « éducatif » est très important.

Représentativité et légitimité

En « bonne démocratie », le peuple et les cantons devraient tenir le pouvoir par leurs représentants dans deux chambres législatives, mais ce n'est pas le cas : les députés ne représentent pas le peuple — pour autant que la définition peuple = Suisses majeurs soit acceptable —, d'abord parce que les taux de participation aux élections sont toujours très minimes et qu'il est hasardeux de parler de « représentation populaire », et ensuite parce que des députés représentent d'abord des groupes d'intérêts malgré leur prétendue légitimité populaire.

Tel député démocrate-chrétien zurichois ou radical glaronnais cumule 35 mandats de conseils d'administration, est-il vraiment représentant du peuple zurichois ou glaronnais ? Tel député radical tessinois ou démocrate-chrétien uranais introduit dans le Parlement plus

de 2 milliards de francs suisses, est-il vraiment représentant du peuple tessinois ou uranais ? Plus de 10 milliards de francs suisses sont représentés à la Chambre du peuple (200 députés) et près de 9 milliards à la Chambre des cantons (46 députés), et encore ne s'agit-il que des mandats déclarés !

Bien sûr, formellement, ces députés ont été élus par une partie du peuple, mais c'est bien là le premier hold-up des milieux d'affaire : l'appropriation des suffrages grâce à l'amalgame douteux « intérêts populaires = intérêts de l'économie », grâce aux puissants moyens (fric, information officielle ou privée, etc.) dont ils disposent, et grâce à un fonctionnement dit démocratique qui laisse les portes ouvertes à certains, et fermées à d'autres. En gros, deux tiers à trois quarts des députés représentent plus ou moins clairement les milieux d'affaires et conservateurs, et le reste représente les syndicats et divers milieux réformistes.

Votations, pièges à cons !

Les moyens d'intervention directe de la population, par le droit d'initiative et de référendum, participent également de l'illusion démocratique : l'initiative ne joue pas son rôle moteur, et le référendum ne joue pas son rôle de contrôle populaire.

Ce dernier est même devenu une arme importante des groupes de pression qui n'hésitent pas à brandir la menace du référendum pour influencer sur les lois en préparation et les faire vider de leur substance. La finance peut de plus compter sur l'appui des citoyens les plus réactionnaires, des « neinsager » qui s'opposent à toute évolution. Bien que minoritaires dans la population, ils votent consciencieusement, au contraire des milieux défavorisés ou progressistes qui ont le plus fortement tendance à s'abstenir. Le contrôle réel n'est pas exercé par le peuple.

Quant à l'initiative, elle agit au niveau constitutionnel et non pas législatif, ce qui provoque des résistances de la part de nombreux citoyens qui craignent l'aspect « définitif » d'une modification de la Constitution. C'est ainsi que beaucoup s'abstiennent de soutenir une initiative tout en étant d'accord sur le fond avec ce qu'elle propose.

Gouvernement et Parlement ne se privent pas d'autre part de torpiller certaines initiatives en proposant un contre-projet inodore, incolore et insipide, voie médiane censée permettre le consensus, mais de fait permettant surtout la division des forces. Ils ont les moyens de combattre une initiative ou de la laisser pourrir, ce qui est encore plus efficace.

Il est clair également qu'aussi bien l'initiative que le référendum coûtent cher et nécessitent une très importante infrastructure ainsi que la maîtrise des moyens d'information et/ou de propagande. Seules les grandes organisations (partis politiques, syndicats, associations très fortement implantés dans le tissu social, etc.) peuvent espérer mener à terme une telle entreprise.

Des salons de la concertation aux cuisines du pouvoir

Laisser aux seuls membres des chambres législatives le soin d'élaborer les lois entrainerait une transparence néfaste aux intérêts des députés et des groupes qu'ils représentent. C'est pourquoi il est important que l'action de ces groupes — qu'il s'agisse des milieux patro-

naux ou des syndicats — puisse s'effectuer ailleurs, en toute tranquillité, en toute efficacité, et en toute légalité ou légitimité.

C'est ainsi qu'on été élaborées toute une série de procédures consultatives, de commissions parlementaires ou extra-parlementaires, d'experts..., quand la politique ne se fait pas simplement dans les cafés qui entourent le Palais fédéral ou encore, plus sûrement, dans les bureaux des associations patronales.

Ce système offre de nombreux avantages : le secret d'abord, puisqu'il est quasiment impossible de savoir ce qui s'y dit. Le contrôle populaire, un des piliers de toute démocratie, est un mythe ! La concentration des pouvoirs aussi car il est bien évident que les experts qui composent ces commissions ne sont pas neutres, ni les hauts fonctionnaires dont le rôle peut s'avérer très important. Les places sont attribuées en fonction d'une très savante alchimie de manière à ce que les « partenaires sociaux » soient présents, tout en laissant l'avantage de la majorité aux milieux d'affaires. C'est ainsi, par exemple, que la Commission fédérale sur les banques (organe de contrôle) est composée principalement de représentants des banques et de la finance. Tout est fait pour que l'économie puisse intervenir à tous les niveaux, et avoir la part prépondérante dans l'élaboration des lois (tout est déjà joué lorsqu'elles doivent passer devant le Parlement ou le peuple), leurs modalités d'application et leur contrôle. La séparation des pouvoirs est un gag !

L'Etat pratique également la délégation de certaines de ses responsabilités aux partenaires sociaux : cartels, syndicats, associations privées diverses, faisant de ceux-ci des courroies de transmission officielles dans les relations de haut en bas et des filtres dans les relations de bas en haut. Le système helvétique est donc placé sous le signe du « noyautage, du cumul des fonctions et du mélange des représentations d'intérêts et de mandats politiques » (Tschäni).

Un autre élément intervient de manière déterminante : la stabilité de l'administration, conséquence de la stabilité — appelée formule magique — de la représentation partisane au gouvernement (depuis 1959, l'exécutif fédéral se compose de deux socialistes, deux radicaux, deux démocrates chrétiens et d'un membre de l'Union démocratique du centre, soit cinq de droite et deux du centre-gauche). Il est bien évident que ce système qui développe à l'extrême les relations de copinage, la recherche d'un consensus, d'un équilibre, la corresponsabilité des décisions et la participation de tous au moment du partage, n'est guère dynamique.

En conclusion

Il a fallu secréter tout au long de l'histoire tant de glue pour rassembler tant de personnes différentes, étrangères par leurs langues, leurs religions, leurs classes sociales ou lieux d'habitation, pour éviter les conflits tout en permettant l'émergence d'une élite, bref, pour former une nation, que la société helvétique est un gros ventre mou frappé d'impuissance.

En fait, la grande chance des patrons de la Suisse reste que la population juge surtout par comparaison avec ce qui se passe ailleurs ; leur grande victoire est de faire croire qu'ils ont instauré une démocratie qui garantit, « autant que possible », la liberté, l'égalité, l'abondance, la fraternité, le bonheur et autres grands principes.

Ph. L. (Genève)



LE MONDE libertaire A TRENTE ANS

Nous étions au début d'octobre 1954. Dans ma librairie de la rue Lamarck, qui lui servait de siège provisoire, nous nous serions autour du premier numéro du *Monde libertaire* étalé sur une table. Le premier numéro d'un journal est toujours une aventure, qui répond rarement aux espoirs mis en lui et aux efforts déployés. Ce premier numéro, comme tous les premiers numéros ne sera pas une réussite et nous laissera sur notre faim, même si chacun de nous avançait de multiples raisons de satisfactions ! Mais c'était le premier numéro... Sortant d'une longue période de difficultés, la Fédération anarchiste s'était reconstituée et ce numéro, avant de couvrir les carrefours où les militants le criaient, allait s'étaler dans les kiosques et annoncer aux partis, aux lecteurs, mais surtout aux militants que le journal, fer de lance de l'organisation, venait de réapparaître. Ce journal qui est l'ancêtre de celui que vous avez acheté cette semaine et que peut-être vous avez donné à lire autour de vous, je l'ai devant les yeux. Bien sûr, il n'est pas parfait, mais voyons quelle a été l'idée essentielle des militants, qui au cours d'un congrès, avaient décidé sa création, et comment le comité de rédaction désigné pour le réaliser avait accompli sa tâche. Comment également avaient été rassemblés les fonds pour que le projet devienne réalité ?

Lorsqu'on décide de créer un journal, les brillants esprits qui en seront les rédacteurs s'enflamment et leur imagination se déchaîne ; les images se dessinent merveilleuses d'un journal de rêve, mais autour d'eux, des militants peu portés par leur tempérament aux exaltations, posent le vrai problème — le problème crucial — où trouver des sous ? Des sous, on va en

trouver grâce à quatre personnages qui vont drainer la monnaie qui permettra au journal de vivre. Des sous, on va en trouver à travers un outil parfaitement mis au point par Suzy Chevet et par Vincey, « les fêtes », auxquelles Georges Brassens et Léo Ferré apporteront leur concours et en feront des succès retentissants. Nous verrons, pour écouter Brassens, trois mille personnes enthousiastes à la Mutualité et au Moulin de la Galette, où Ferré chantera dans une salle pleine à craquer. Le groupe Louise-Michel, qui pourtant comme la fourmi n'est pas préteur, sacrifiera sa recette pour le journal. Et sitôt la parution du premier numéro, la liste de souscriptions sérieusement tenue à jour par Vincey près de ses sous, sera alimentée régulièrement par les militants de province.

Mais ce journal, sitôt les fonds recueillis, il fallait le réussir car on ne recommence pas deux fois une opération financière si délicate. Et c'est bien sûr le cœur serré que nous contemplions ce premier numéro, enfin étalé devant nous. J'ai dit qu'il n'était pas parfait mais contenait déjà tous les éléments qui feront sa réussite. Certes nous ne fûmes pas les seuls à noter ses défauts, et j'ai dans ma brochure *Histoire du journal de l'organisation des anarchistes* (1) souligné la joie de personnages qui nous voulaient du mal et qui prédisaient sa disparition à brève échéance. Trente ans déjà, ils ont bonne mine ces forts en thème.

Ce qui fut l'idée maîtresse du comité de presse qui était composé de militants désignés par le congrès et qui choisissait dans son sein les responsables des différentes rubriques, s'était de sortir le journal des lieux communs, des échos de boîtes mis à la mode par la presse d'opposition marxiste et conférer au journal

un caractère universel où à côté des luttes sociales, toutes les autres manifestations de l'esprit humain qui sont le sel des sociétés soient examinées à la lumière de la philosophie anarchiste. Le monde changeait, les hommes lisaient, écoutaient la radio, regardaient les actualités au cinéma, sortaient du pré carré. Ils étaient assaillis par le son et l'image. Donner notre opinion sur les conditions sociales, confronter celles-ci à ce qui se passait autre part était indispensable, mais ne suffisait plus. Il fallait élargir le champ à la philosophie de notre mouvement et aux mouvements de l'esprit qui secouaient le pays et enroulaient le mécanisme de l'évolution. C'est ce que nous avons essayé de faire et ce sera à l'histoire de dire si le fardeau ne fut pas trop lourd pour nos épaules.

Ce premier numéro du *Monde libertaire* a le format classique de l'époque. Quatre pages qui constituent à peu près les huit du format actuel. Sa première page est réservée aux problèmes d'actualité immédiate, la seconde aux impératifs de la Fédération anarchiste et aux syndicats, la troisième à la philosophie et la dernière est consacrée aux arts et à la littérature. Cette page sera la surprise de notre nouvelle présentation, mais convenons-en, nous devons bien ça aux artistes et aux écrivains — après tout, c'étaient grâce aux livres vendus à notre siège et au cours des galas, que nous devions de faire face aux fins de mois difficiles. Ce journal se voulait moderne et il le sera ! Si je saute le premier numéro et que j'étale devant moi ceux qui suivront, je vois les nombreux dessins et photos qui les éclairent. Ce fut une réussite ! Le meilleur probablement de tous les hebdomadaires publiés par notre mouvement libertaire. Vous n'êtes pas convaincus ? Feuillotez les premiers numéros !

Naturellement, au cours des années qui suivront, le journal bougera, avec raison car le mouvement c'est la vie. Son format se modifiera, ses rubriques augmenteront, mais l'esprit qui anime sa rédaction restera le même. *Le Monde libertaire* doit être le journal de tous les anarchistes ! C'est difficile... je le sais bien. Chacun d'entre nous a dans le cœur et dans l'esprit « son » journal idéal. Trouver à ces diversités, qui sont la richesse de l'homme et auquel il ne faut à aucun prix toucher, un dénominateur commun demande beaucoup de sagesse et de patience, voire d'abnégation. C'est le pari que depuis trente ans les militants désignés par le congrès ont réussi à tenir, malgré les criaileries qui sont dans la nature de l'homme.

Ce *Monde libertaire* fondé il y a trente ans bat tous les records de longévité de la presse anarchiste de notre pays. Il existe, parmi d'autres, une raison qui explique ce succès. C'est son refus de céder aux modes que des têtes légères ont essayé de lui imposer. Et il s'est tenu en marge de toutes ces « philosophies » en « ismes », aussitôt nées, sitôt disparues. Journal anarchiste, il est resté et restera un journal anarchiste. Il évoluera dans les analyses de la société en place, chaque fois que celle-ci évoluera ; il précèdera les moyens qui correspondent à cette évolution des êtres et des choses, mais il restera un journal dont les principes anarchistes seront immuables. Ce n'est pas en allant chercher chez d'autres les éléments de son évolution, mais en plongeant profondément en lui-même, qu'il conservera une éternelle jeunesse.

Maurice Joyeux

(1) Histoire du journal de l'organisation des anarchistes, M. Joyeux, éd. Volonté anarchiste, gr. Fresnes-Antony, 25 F.

← Première page du n°1.

Editorial du premier numéro.

EDITORIAL

Le « Monde libertaire » paraît ! Notre journal, votre journal, est le fruit de l'effort commun consenti par les libertaires de toutes écoles, unis dans la Fédération anarchiste. Tout naturellement il prendra la suite du vieux journal créé par Sébastien Faure et par Louise Michel qui, pendant cinquante ans, fut le refuge des hommes libres.

Pourquoi le « Monde libertaire » ? Parce que, aujourd'hui, sous les assauts de la connaissance, le monde s'est rétréci : les problèmes qui se posent aux hommes se sont interpenétrés, les frontières géographiques, économiques, linguistiques même, ne possèdent plus d'autre importance que celle que leur accordent les faiseurs de guerres, les exploitateurs de la crédulité publique, les bénéficiaires de systèmes économiques périmés.

Notre journal sera le journal de tous les libertaires. Mais il accueillera également les hommes épris de progrès social, aux compétences indiscutables, qui trouveront auprès de nous une place qu'on leur limite trop souvent ailleurs.

Notre journal sera moderne par sa présentation comme par son contenu, ses rubriques multiples traiteront de toutes les activités qui intéressent l'Homme. Élément de transformation d'un société bâtarde que seule l'au-

torité, qui engendre la crainte, maintient, il ouvrera pour parfaire la culture de l'homme, élément essentiel des constructions futures.

A l'aurore du siècle, la route qui mène à notre idéal semblait large et facile. Les hommes enthousiastes s'engageaient hardiment sur la trace de nos anciens. Cinquante années de batailles, de défaites entremêlées de victoires, nous font mesurer plus justement aujourd'hui le chemin qu'il reste à parcourir. Il faut armer l'homme, il faut l'associer au sein d'une organisation qui soit l'outil de l'homme et non pas son maître. Il faut l'aider à accomplir une révolution qui dépasse les phrases, pour s'inscrire dans les faits.

Cela sera la tâche de votre « Monde libertaire ».

Nous n'ignorons aucune des difficultés qui se dressent devant une presse indépendante des pouvoirs publics et des puissances d'argent. Nous sommes persuadés que votre appui nous permettra de les surmonter.

Le « Monde libertaire » vient de naître ! Son sort est entre vos mains. Son rayonnement dépend de vous. En en faisant le grand journal que les hommes libres attendent, vous aurez accompli un pas décisif vers la transformation intellectuelle et sociale qui s'impose.

LA COMMISSION DE PRESSE.

OCTOBRE 1954 - N°1
 LE MONDE
libertaire
 Organe de la Fédération Anarchiste
 Prix : 20 francs
 ATTENTION !
 GRAND GALA DU MONDE LIBERTAIRE
 GEORGES BRASSENS
 LES ALLIÉS LES PLUS DURS de Georges Arnaud
 Le voyageur sans bagages
 LES ANARCHISTES dans le monde syndical
 RENTRÉE 1954
 Les propos du Martien
 EDITORIAL

**RENCONTRE
AVEC UN AUTEUR**

SAMEDI 1^{er} décembre, Ronald Creagh animera un débat autour de son dernier livre relatant le martyre de Sacco et Vanzetti.

Ronald Creagh a démonté toute la machine policière et juridique qui — malgré le manque de preuves, les té-

moignages contradictoires — envoya sur la chaise électrique ces deux militants anarchistes. Il replace ce scandale mondial dans son contexte social, suit les activités sociales de Sacco et Vanzetti, retrace le portrait d'une époque, de deux hommes.

A cette occasion, la librairie du Monde libertaire organise une exposition sur Sacco et Vanzetti (1).

Les administrateurs

(1) Sacco et Vanzetti, Ronald Creagh, éd. Acratie, en vente à la librairie du Monde libertaire, 88 F.

**« ÉCRITS POLITIQUES
1977-1983 »
DE NOAM CHOMSKY**

NOTE DE LECTURE

C'est indéniable, Noam Chomsky est un homme peu commun. Quasiment une espèce d'albatros au regard rempli d'infini qui se serait égaré dans la basse-cour caquetante et picorante de la communauté scientifique internationale !

Chomsky, qui est l'un des « monstres sacrés » de la linguistique contemporaine, tranche en effet sur la plupart de ses « éminents collègues ». C'est un scientifique qui se pense également comme citoyen et qui, de ce fait, refuse de se mettre sur les yeux les lunettes noires de l'apolitisme qui sévit d'ordinaire dans son milieu. Mieux, il

affiche ouvertement des opinions anti-impérialistes et anarchistes. Et pour corser le tout... il milite pour elles !

Dans ces conditions, il est aisé de comprendre que le mouvement anarchiste aie Chomsky à la bonne. Comme on dit, c'est un « haut-parleur » de premier ordre. Et donc, on se le chououte. On a pour lui les yeux de Chimène. Logique !

Malheureusement, dans la foulée de cette sympathie, on a aussi quelque peu tendance à taire un certain nombre d'ambiguïtés véhiculées par Chomsky. Au niveau linguistique par exemple, rares sont ceux qui s'émouvent ou s'interrogent sur

des propos du genre : « Je crois que l'étude des structures cognitives et des acquis intellectuels humains révèle un fort degré de structure innée, déterminée génétiquement ». Et au niveau politique c'est du pareil au même quand Chomsky confond allègrement anarchisme et « communisme de conseil ». Domage, donc, car tout silence est mystificateur par essence et bloque toute possibilité de dialogue constructif.

Or Chomsky mérite qu'on dialogue avec lui, et ce livre (1) en est la preuve. On y découvre en effet un homme qui est courageux. Car s'afficher comme anti-impérialiste militant aux Etats-Unis, et donc combattre l'impérialisme américain au Vietnam, au Liban ou en Israël, n'est pas de la première évidence. Pas plus que de prendre résolument parti pour l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme.

De plus, Chomsky est également un homme dont le champ de réflexion est large et riche. Dans les chapitres qu'il consacre aux rapports entre les intellectuels et l'Etat, à l'autogestion industrielle, etc., il donne la pleine mesure de sa volonté de comprendre le pourquoi et le comment des réalités sociales. Et puis, ce n'est pas la moindre de ses qualités, Chomsky fait preuve, dans ses écrits politiques, d'une grande humilité. « Permettez moi de dire, nous écrit-il, que je me considère pas réellement moi-même comme un penseur anarchiste. Disons que je suis une sorte de compagnon de route ».

Aussi, plutôt que de taire ce qui nous chiffonne dans la pensée de Chomsky, mieux vaudrait poser les problèmes, essayer de comprendre et donc de dialoguer. Confondre l'anarchisme et le conseilisme n'est certes pas tolérable, mais le fait que Chomsky vive aux Etats-Unis (et qu'il soit donc peu familiarisé avec l'histoire d'un mouvement ouvrier qui est dominé par l'Europe), explique peut-être cela. Bref, Chomsky et le mouvement anarchiste auraient intérêt à oser dialoguer. Ce livre, en tout cas, y invite.

J.-M. Raynaud

(1) Ecrits politiques, 1977-1983, Noam Chomsky, éd. Acratie, en vente à la librairie du Monde libertaire, 70 F.

**DISPONIBLES
A LA LIBRAIRIE**

• **AFFICHE**
Une affiche (45x56,5) est disponible à la librairie du Monde libertaire : 0,50 F l'unité à partir de 10 exemplaires et 5 F l'unité.



• **AGENDA**
Le voilà enfin ! Le premier agenda du Monde libertaire est en vente à la librairie du M.L. pour le prix de 50 F (prix de soutien : 70 F).

Vous y trouverez d'utiles adresses, des repères historiques, des conseils bibliographiques, des dessins inédits de Carali, Hugot, Pichon, Edika...

Adressez vos commandes à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, en joignant un chèque à l'ordre de « Publico ».

• **AUTOCOLLANT**



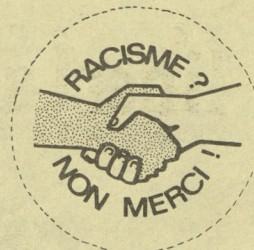
Pour faire connaître *Le Monde libertaire*, tout en le soutenant financièrement, le groupe Libertad a édité un autocollant. En vente à la librairie du Monde libertaire : 25 F les 50 ex., 3 F l'unité.

Autre autocollant disponible : « Français-Immigrés, une seule classe ouvrière », 20 f les 50 ex.

• **EL HORIA**
Le groupe de Rouen édite un journal franco-arabe : « El Horia ». Le n°4 vient de sortir, avec au sommaire : « Convergence 84 pour l'égalité », Mohamed prend ta valise, Tu restes ou tu pars ?, Répression à Lille, Le Pen-la gégène, la Goutte-d'Or, Algérie 54-62, etc.

Abonnement pour 4 numéros : 25 F minimum, soutien : 50 F. Envoyez vos chèques à « El Horia », 9, impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray.

• **BADGE**
Le groupe Paris 3^e a édité un badge (38 mm.) contre le racisme, en blanc ou en jaune. Son prix : 6 F l'unité ou 4 F pour 10 exemplaires et plus.



• **AFFICHE**
Une affiche (62x91,5) est disponible à la librairie du Monde libertaire : 1, 10 F l'unité à partir de 10 exemplaires et 5 F l'unité.



Fédération anarchiste, 145, rue Amelot, 75011 Paris, Tél. 800-34-09

La librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (métro : Filles-du-Calvaire, République, Oberkampf) est ouverte du mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h.

**PROGRAMMES
DE RADIO-LIBERTAIRE**

• **Jeudi 22 novembre :**
« De bouche à oreilles » (14 h à 16 h) : le magazine de la chanson vivante reçoit Louis Arti.
« Chronique syndicale » (19 h à 20 h) : les travailleurs handicapés.

• **Vendredi 23 novembre :**
« La bourse et la vie » (10 h à 12 h) : les rumeurs, naissance et fonctionnement, avec J.-N. Kapepherer.
« Jouisce » (12 h à 13 h) : *L'Archéologie du zéro*, un livre d'Alain Nadaud.
« L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : avec le docteur Iranpour, psychiatre et psychanalyste, qui abordera plusieurs thèmes : l'alcoolisme, la sophrologie, l'attitude devant la science.

• **Samedi 24 novembre :**
« La chronique du père Peinard » (11 h à 12 h) : les ouvriers dans leur milieu, avec M. Joyeux et P. Chenard.
« Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : la préparation du congrès de Force ouvrière.
« Infos d'Amérique latine » (14 h à 16 h) : la situation politique en Amérique latine.

• **Dimanche 25 novembre :**
« Folk à lier » (12 h à 14 h) : musiques traditionnelles celtiques et bluegrass américain.
« Prisons » (16 h à 18 h) : historique des révoltes en prison avec J. Lapeyrie.
« Subvert city » (21 h à 22 h 30) : émission spéciale sur le rock alternatif en France.

• **Lundi 26 novembre :**
« Contre Champ » (18 h à 20 h) : l'actualité du cinéma ; David O'Selznik, tyran d'Hollywood.

• **Mardi 27 novembre :**
« Le magazine pour rire » (14 h à 18 h) : avec Louis Capart et Isabelle Aubret.
« 01 Anarchie » (18 h à 20 h) : les restructurations dans les emplois en informatique.

• **Mercredi 28 novembre :**
« By Jove ! » (12 h à 14 h) : le magazine de la B.D. reçoit Chantal Montellier et Florence Cestak.

EUROPE VERTE RIGUEUR POUR QUI ?

LES dernières mesures économiques prises à Bruxelles vont servir à limiter strictement les dépenses de la C.E.E. dans le domaine agricole. La quasi totalité de ces dépenses a toujours consisté à soutenir les cours sur le plan européen et international (céréales, lait, viande, vin, etc.) et en subventionnant la destruction d'une partie de la production, dont la mise sur le marché serait insupportable en périodes de surproductions chroniques et répétitives, situation que la C.E.E. a elle-même créée. En effet, sa principale activité, dans les années 60, a été de subventionner une agriculture lourde, produisant n'importe quoi à bas prix.

Aujourd'hui, les faits sont là ! L'achat et la consommation de produits alimentaires stagnent sur le plan mondial pour deux raisons :

- La crise économique structurelle et durable frappe en premier lieu les pays sous-développés qui sont sans devises pour acheter les produits alimentaires de base, même si leurs systèmes agraires, coïncés par l'agrobusiness, se tournent vers l'exportation (manioc de Thaïlande, soja du Brésil,...) au lieu d'alimenter les autochtones.
- L'augmentation notable de la « nouvelle pauvreté » dans les pays industrialisés, qui alimente les sermons des curés, les infos de la télé et les gueuletons du Rotary Club, voit se

cotoyer la misère des trimards et des chômeurs avec un luxe hautain et dédaigneux à engendrer des Ravachol.

Et en cette période historique de rigueur et de récession généralisées, les industries agroalimentaires font des profits qui les placent de loin en tête du hit-parade capitaliste ; le Crédit agricole s'installe à Londres et à Chicago... et les multinationales qui contrôlent les échanges mondiaux sont loin de mordre la poussière.

Les mesures décidées à Bruxelles, concernant la limitation des aides à l'agriculture — au cours d'articles précédents, *Le Monde libertaire*, comme la presse des agrobiologistes ou des travailleurs pay-

sans, a maintes fois démontré que les subventions profitent à une minorité d'agriculteurs productivistes bien insérée dans le développement capitaliste — va faire diminuer la production — cf. les quotas laitiers — en la concentrant dans les exploitations et les régions les plus favorables.

Notre pays dépasse les deux millions de chômeurs, et le secteur agricole perd près de 20 000 emplois par an, l'installation des jeunes devient impossible pour les « non banquiers ». Les « nouvelles solidarités » en agriculture consistent-elles à créer des chômeurs, tout en subventionnant le développement parfois démoniaque d'un productivisme dont il faudra peut-

être financer dans 10 ou 20 ans la reconversion vers d'autres cultures, ailleurs et autrement ?

L'Europe verte a financé pendant plus de 20 ans les causes des crises de surproduction (élimination de petits paysans, qui même non « rentables » ne coûtaient rien ou presque, concentration, subventions à la modernisation productiviste). Maintenant, elle commence à en financer les conséquences : primes à l'arrêt de production et à la diversification. Le monde du travail payera une seconde fois l'ardoise !

Alain Crapaud

LA FAIM DANS LE MONDE AU-DELÀ D'UN CERTAIN DISCOURS

LA famine dans le monde, on en parle soit lors de l'approche des fêtes de fin d'année ou encore quand il s'agit de faire oublier un certain malaise social. Malgré tout, il s'agit bien là d'une véritable calamité à l'échelle planétaire, et si aujourd'hui l'on peut constater que le capitalisme bat de l'aile chez nous, on peut aussi faire l'inventaire des dégâts dans ces zones guère favorisées par la division internationale du travail qu'il a instauré.

L'Afrique sahélienne est l'un de ces endroits maudits de la terre. Cette bande géographique s'étend sur huit pays : le Cap Vert, la Gambie, la Haute Volta, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad dans un continent concerné quasiment dans son entier par le problème de la faim. Il est vrai que les pluies y sont particulièrement capricieuses. Mais la population a toujours su dans

de la situation, car il inclut toutes ces monocultures qui, bien qu'alimentaires, sont destinées à l'exportation. Il serait plus juste de parler de la masse globale des cultures vivrières destinées à la consommation intérieure.

En Asie du Sud, les faits sont tout aussi consternants. Le Bangladesh en étant le point noir, prenons la peine de nous y arrêter. Ce pays, l'un des plus pauvres de la planète, bénéficiait au XVIII^e siècle d'une qualité de vie supérieure à celle des pays européens. Après deux siècles d'exploitation coloniale et quelques années d'indépendance, la situation s'est renversée : 80% de la population ne peut subvenir à ses besoins nutritionnels de base. L'apport journalier de calories par habitant ne couvre que 84% des besoins minimaux. Là, on retrouve, comme dans presque tous les pays du tiers monde,

donc des investissements ne s'est révélée dans ce contexte qu'un facteur aggravant des inégalités déjà existantes (la même observation est valable pour l'Inde).

L'Asie du Sud, c'est aussi le territoire où l'on compte le plus de mal-nourris. Après le Bangladesh, suivent l'Inde (avec une couverture de 86% des besoins en calories par habitant), le Népal (86%), le Vietnam (90%), le Cambodge (95%), le Laos (97%). Il faut savoir que ces chiffres ne représentent qu'une moyenne et que dans nombre de pays non cités, les couches les plus défavorisées de la population connaissent aussi des insuffisances ou carences nutritionnelles.

Même l'Amérique latine a sa zone rouge de la sous-alimentation. Il s'agit du Nordeste brésilien. Comme pour le Sahel, il est question de sécheresse. L'année dernière, des milliers d'enfants y sont morts de faim malgré le fait que le gouvernement brésilien « ait tout prévu ». Mais pourquoi construire de grands barrages s'ils ne sont pas utilisés rationnellement dans un projet d'irrigation et ne servent qu'aux grands propriétaires ?

Ces latifundiaires permettent de moins en moins à leurs journaliers de jouir d'un lopin de terre indispensable à la nourriture quotidienne. On comprend dès lors un peu mieux, pourquoi la sécheresse et les pluies diluviennes qui ont suivi ont eu des conséquences aussi désastreuses. Là encore, et toujours, c'est surtout le contexte socio-économique qu'il faut incriminer plus que des aléas climatiques, qui ne jouent le rôle que de catalyseurs. Tout ceci se passe, il est vrai, dans le pays du « miracle économique », là même où la production totale des onze produits alimentaires essentiels à la consommation populaire a baissé de 13% entre 1970 et 1980.

Même regain pour Haïti, l'Etat du continent américain le plus pauvre et où le problème agraire lié à l'exploitation économique du Grand Frère est la

clé de cette sous-alimentation persistante. Exception faite du Nicaragua, les surfaces cultivées en produits de base (maïs, haricot, riz) n'ont cessé de diminuer au profit des cultures d'exportation qui accaparent les meilleures terres.

Sont également victimes de sous-nutrition chronique une partie des indiens des Andes de Bolivie, du Pérou et d'Equateur. De toute façon, il faut savoir que près de la moitié de la population latino-américaine souffre de malnutrition et que dans la plupart de ces régions la situation ne fait que s'aggraver alors que l'économie de marché y achève sa pénétration. Le problème étant que la capacité de s'alimenter dépend de plus en plus du seul pouvoir d'achat de chacun, phénomène qui ne fait que s'accélérer à mesure que les périphéries des grandes villes se gonflent. Les classes les plus touchées sont donc, d'un part les populations des bidonvilles, mais aussi la majorité des ruraux, petits paysans ou paysans sans terre louant leur force de travail. Ainsi, il paraît évident que la malnutrition et la famine sont beaucoup plus liées à la pauvreté — inhérente au système — qu'au P.N.B. (indicateur d'une cer-

taine croissance économique) ou à la météorologie locale.

Ainsi le « mal-développement » et la crise que nous connaissons sont intimement liés à un système qui, de par ses contradictions, engendre aussi bien le chômage chez nous, que la famine dans les « pays périphériques ». Le rôle des Etats, ici, est primordial puisqu'ils jouent le rôle d'agent prescripteur ou de liaison dans la division internationale du travail. C'est à cause de cela que toutes les révolutions dans les pays du tiers monde — de type marxiste-nationaliste ou national-religieux — n'ont rien changé, une bourgeoisie en remplaçant une autre, les intérêts internationaux étant préservés. L'auto-suffisance alimentaire ne sera possible dans ces pays que par une prise en charge totale de l'économie par les individus eux-mêmes.

Mais en attendant le grand soir, il y a quand même certaines urgences. D'où une entraide absolument nécessaire, mais qui parfois peut se révéler profondément perverse. Ceci fera l'objet d'un article dans le prochain numéro du *Monde libertaire*.

Pierre-Yves
Gr. Pierre-Besnard



le passé adapter sa propre économie à ce phénomène. La transhumance était de règle et l'exploitation des sols se réduisait aux seuls besoins alimentaires des autochtones. Jusqu'au moment où cette région a été intégrée économiquement par le système. Dès lors, le dérèglement s'opéra : les cultures de rente appauvrissant les sols et les individus se sédentarisant.

Avec un taux de croissance démographique de 3%, l'Afrique est le continent qui se peuple le plus rapidement. Parallèlement à cela, la production alimentaire globale aurait baissé de 30%. Mais ce chiffre ne rend pas encore assez compte

le problème de la répartition de la terre et de son utilisation : 60% des ruraux n'ont plus ou pas assez de terres pour leur propre alimentation. Pour acheter semences et engrais, ils doivent emprunter à un taux mensuel de 20% et finissent bien souvent comme journaliers chez leurs créanciers ou alors chômeurs (le chômage est de 30% dans ce pays).

A côté de cela, les terres concentrées entre les mains des grands propriétaires sont très sous-exploitées. La fameuse révolution verte destinée à utiliser au maximum les cultures à rendement miracle mais exigeant des engrais, des pesticides et

QUELQUES CHIFFRES

Région ou pays	Taux de mortalité infantile	Population sous-alimentée (%)	Quantité de calories par personne (1)
Ensemble du monde	85	—	109
Afrique septentrionale	110	14	104
Afrique occidentale	140	—	87
Afrique orientale	112	32	89
Afrique centrale	122	39	100
Afrique méridionale	98	—	114
Asie du sud-ouest	102	9	105
Asie méridionale cent.	125	30	94
Asie du sud-est	86	28	102
Asie orientale	41	—	107
Amérique du Nord	12	—	134
Amérique centrale	60	12	110
Carabbes	62	—	106
Amérique du Sud trop.	74	17	104
Amérique du Sud temp.	45	6	120
Europe	16	—	133
Océanie	42	—	121

(1) Pourcentage de la quantité requise. Source : Population Reference Bureau (Washington) et U.N.I.C.E.F., tiré du *Monde*, dossiers et documents, fév. 1984.